

(4)

(N° 172.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 AVRIL 1908.

Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires pour l'exercice 1908 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VERHAEGEN.

MESSIEURS,

Le peu de temps dont dispose la Chambre cette année, à cause de la date prochaine des élections législatives, n'a pas permis à la section centrale de soumettre au Gouvernement les nombreuses questions posées dans les sections.

Il a paru préférable, en vue de mettre aussi rapidement que possible la Chambre en mesure de discuter le budget extraordinaire, de donner à la plupart des questions la forme de vœux et de n'interroger le Gouvernement que sur quelques points auxquels cette forme n'eût pu être adaptée.

La section centrale appelle dès à présent sur ces vœux, dont on trouvera plus loin la nomenclature, l'attention du Gouvernement.

L'accueil favorable qui, nous l'espérons, sera réservé à ceux d'entre eux qui ont une portée générale, aura certainement pour effet de réduire, à l'avenir, le nombre des demandes de renseignements adressées chaque année au Gouvernement.

* * *

Le budget extraordinaire a été adopté dans toutes les sections.

Les votes se sont répartis de la façon suivante :

	Oui.	Non.	Abstentions.
1 ^{re} section	11	»	1
2 ^e —	6	2	3
3 ^e —	8	2	1
4 ^e —	12	1	»
5 ^e —	8	»	6
6 ^e —	5	»	»
	50	5	11

(1) Budget, n° 141, XVII.

(2) La section centrale, présidée par M. Cooreman, était composée de MM. Verhaegen, Claes, Segers, Desmazières, Pouillet et De Becker-Remy.

Dans plusieurs sections, le regret a été exprimé que le budget extraordinaire n'ait été déposé que le 31 mars, alors que, par suite des élections législatives de cette année, la Chambre devra se séparer le 9 mai.

Le dépôt tardif met obstacle à l'étude approfondie des nombreux objets auxquels s'appliquent les crédits extraordinaires.

L'obligation où se trouve la section centrale de renoncer, cette année, à poser comme d'habitude beaucoup de questions au Gouvernement, est la meilleure justification du regret exprimé de divers côtés.

Si le budget était déposé plus tôt, avant le 1^{er} février, par exemple, il comprendrait certes, lors de la première application du nouveau régime, moins de demandes de crédits extraordinaires, — les plans, devis et cahiers des charges des travaux projetés n'étant pas assez avancés pour permettre aux ministres de formuler avec précision les demandes qui concernent leurs départements respectifs.

Mais cet inconvénient cesserait d'exister dès la seconde application du dépôt anticipé, attendu que le projet de budget extraordinaire comprendrait dès lors, comme précédemment, les demandes de crédit afférentes à tous les objets et travaux étudiés et mis au point pendant une année complète.

La section centrale verrait avec satisfaction le Gouvernement entrer dans cette voie et déposer, avant le 1^{er} février 1909, le projet du budget extraordinaire pour l'exercice 1909.

*
* *

De nombreuses observations, que l'on rencontrera au cours de l'examen des articles du budget, ont pour objet, cette année encore, l'état d'avancement des travaux en cours, le montant des crédits déjà affectés à chacun d'entre eux, le programme détaillé des travaux que l'on se propose d'effectuer au moyen des crédits demandés, l'époque à laquelle on espère que les travaux seront terminés.

Le rapport fait en 1906 par l'honorable M. Helleputte, au nom de la section centrale chargée de l'examen du budget extraordinaire, renferme à ce propos une question qui n'a rien perdu de son actualité et que nous croyons utile de reproduire ici avec la réponse qu'y fit le Gouvernement.

« QUESTION.

« Les sections et la section centrale ont fréquemment demandé au
» Gouvernement d'annexer au Budget un tableau donnant pour chacun des
» travaux en cours la date à laquelle il a été commencé, la dépense prévue,
» le degré d'avancement et la dépense à faire pour l'achèvement du tra-
» vail ».

« Quelle est la raison pour laquelle il n'a pas été donné suite à cette
» demande ?

» RÉPONSE.

« Le Gouvernement a déjà fait connaître son sentiment au sujet de la
» possibilité de satisfaire utilement au vœu rappelé dans la question.

» Comme le marquait la réponse faite à la section centrale qui a examiné
» le projet de Budget extraordinaire de 1901, on ne saurait, pour la plupart
» des grands travaux publics, établir un rapport quelque peu exact entre les
» prévisions des dépenses primitivement établies et la dépense correspon-
» dant aux travaux exécutés. Il arrive fréquemment, en effet, qu'à raison
» de besoins nouveaux qui se révèlent ou de faits et circonstances qui se
» produisent postérieurement à la conception du programme, celui-ci subit
» des modifications importantes qui rendent toute comparaison impossible.
» Tel est le cas, notamment, pour les travaux d'Ostende et de Zeebrugge.
» D'autre part, pour les travaux de la Meuse et de l'Escaut, par exemple, il
» n'a jamais été établi de prévisions au sujet de la dépense totale devant
» résulter des améliorations diverses à réaliser successivement.

» Telles sont les raisons pour lesquelles le Gouvernement ne voit pas la
» possibilité de dresser annuellement un tableau répondant au desideratum
» de la section centrale. Il se réserve toutefois d'examiner à nouveau, d'ici
» à l'époque de la formation du prochain projet de Budget extraordinaire,
» ce qu'il sera possible de faire dans cet ordre d'idées ».

Depuis le dépôt du Budget extraordinaire de 1906, deux budgets extra-ordinaires ont été soumis à la Chambre.

L'examen que promettait de faire le Gouvernement de la question soulevée en 1906 ne paraît pas avoir abouti jusqu'ici.

Aussi la section centrale insiste-t-elle sur le vœu fréquemment et légitimement formulé d'être mieux renseignée sur les travaux à propos desquels des crédits extraordinaires sont demandés.

Il faut, sans doute, tenir compte de l'observation faite par le Gouvernement dans la réponse qui précède.

Mais il est possible et même aisé de joindre à la *Note préliminaire* qui précède le projet de loi des renseignements qui faciliteraient beaucoup aux membres de la Chambre leur mission de contrôle. Ce qui le prouve, c'est la carte des lignes nouvelles en construction et projetées, jointe au projet de budget. La section centrale en remercie M. le Ministre des chemins de fer.

Les renseignements à fournir à la Chambre pourraient, sous réserve des modifications à résulter de situations spéciales, comprendre les éléments suivants :

Description très sommaire du travail projeté. Montant de la dépense totale prévue.

Date du vote du premier crédit par la Chambre.

Montant du premier crédit.

Date du vote et montant des crédits successivement votés.

Modifications survenues. Montant des prévisions nouvelles et des crédits votés de ce chef.

État actuel du travail. Dépense à faire pour son achèvement, en détaillant, autant que possible, les crédits nécessaires pour chaque partie importante du travail.

Époque à laquelle le Gouvernement espère que le travail sera terminé.

Il n'est que juste, après l'exposé du regret et des observations qui précèdent, de remercier le Gouvernement des renseignements nombreux et précis qu'il fournit à nouveau à la Chambre relativement aux principaux faits d'ordre économique et financier corrélatifs à la présentation du budget extraordinaire.

Ces faits sont groupés sous cinq paragraphes :

§ 1. — *Analyse des dépenses extraordinaires* durant la période s'étendant du 1^{er} janvier 1895 au 31 décembre 1907. Les dépenses extraordinaires sont classées de la manière suivante :

I. Dépenses d'outillage économique :

a) Dépenses directement productives de revenus ;

b) Dépenses indirectement productives de revenus.

II. Autres dépenses.

La lecture des tableaux fournis par le Gouvernement montre que les dépenses d'outillage économique se sont élevées pendant les treize années considérées à fr. 1,400,756,360.03, c'est-à-dire à 95 pour cent des sommes dépensées, alors que les dépenses non productives n'ont atteint que fr. 73,441,349.36, c'est-à-dire 5 pour cent de ces mêmes sommes. Les emprunts sont donc représentés, à raison de 95 p. c., par des dépenses productives d'intérêt affectées à un outillage de plus en plus perfectionné, qui facilite le développement et le succès de l'agriculture, de l'industrie et du commerce belges.

Si les dépenses non productives d'intérêt n'ont pas dépassé, pour les treize années écoulées, 5 pour cent des sommes empruntées, c'est parce que le Gouvernement a fait supporter par les budgets ordinaires la partie la plus importante de ces dépenses.

Le relevé communiqué à la Chambre renseigne des dépenses exceptionnelles effectuées sur les crédits ordinaires pour 194,919,188.29, pendant ces treize ans.

§ 2. — *Mesure dans laquelle les dépenses extraordinaires sont supportées par des ressources autres que l'emprunt.*

Un tableau spécial montre :

1^o Que les dépenses extraordinaires non productives d'intérêt ne représentent que 73.32 pour cent des bonis du budget ordinaire pendant les treize dernières années ;

2^o Que l'excédent des bonis du budget ordinaire, augmenté des recettes extraordinaires provenant de sources autres que celle de l'emprunt, a permis de solder pour 98,615,677.32 de dépenses productives d'intérêt.

§ 3. — *Amortissement de la dette publique.*

En 1907, il a été amorti pour 11,718,700 francs de la dette publique. Les fonds d'amortissement prévus pour 1908 s'élèvent à 13 millions.

§ 4. — *Accroissement de l'activité industrielle et commerciale du pays.*

Le commerce spécial de la Belgique — importations et exportations — s'est élevé, pour 1907, à plus de 6 milliards et demi, en progrès sur les exercices précédents.

Le commerce général s'est élevé, pour 1907, en importations, à plus de 6 milliards; en exportations, à plus de 5 milliards; il est également en progrès.

Le mouvement maritime, de son côté, accuse, pour l'exercice 1907, une notable extension.

§ 5. — *État du crédit national.*

La rente belge 3 p. c., à la date du 31 décembre 1907, cotait, sur le marché financier, 98, 125, et n'était légèrement dépassée que par la rente française 3 p. c., dont le cours était de 98,575.

*
* *

Depuis le 1^{er} janvier 1908, le cours des fonds belges 3 p. c. a encore baissé et la Belgique est actuellement dépassée par la France et l'Angleterre. Nous n'avons pas à rechercher ici les causes de la baisse. Elles sont multiples, sans doute, mais parmi elles ne figure pas la diminution du crédit de la Belgique.

Il peut être utile, toutefois, de se préoccuper d'une question spéciale étroitement connexe à la situation actuelle du marché. La baisse est représentée dans certains milieux comme entraînant une perte notable pour les détenteurs de nos fonds d'État.

A ce propos trois questions surgissent naturellement :

1. — Quelle perte subissent les porteurs de fonds belges qui conservent ceux-ci en portefeuille?

— Ils ne subissent aucune perte, ni en capital, ni en intérêt. L'État demeure redevable vis-à-vis d'eux du plein capital nominal, comme aussi de l'intérêt 3 p. c. sur le plein capital.

2. — Quelle est la situation de ceux qui, profitant de la baisse, font l'acquisition de fonds belges 3 p. c. ?

— Elle est avantageuse, en ce qu'ils peuvent obtenir ces fonds à un cours notablement inférieur au pair et qu'ils toucheront néanmoins l'intérêt de 3 p. c. sur le plein capital nominal.

3. — Quelle est la situation des porteurs de fonds belges qui vendent, en ce moment, leurs titres?

— Elle est, à de très rares exceptions près, celle de tous les spéculateurs en fonds publics.

S'ils ont acquis les fonds belges à un prix supérieur à celui du marché actuel, ils subissent, en les vendant en ce moment, une perte égale à la différence des cours.

Pourquoi vendent-ils ?

— Pour placer leur capital en fonds d'État ou en d'autres fonds publics qui leur offrent un intérêt plus élevé. Des faits nombreux le démontrent.

Ce n'est pas la solidité du crédit de la Belgique qui est en cause, mais bien le désir d'obtenir un revenu supérieur à celui que paie l'État belge.

Il suffit que ce désir s'empare de nombreux possesseurs de fonds belges pour que la vente de grandes quantités de titres amène la baisse des cours.

Vraisemblablement, c'est là une des causes principales de la dépression actuelle.

On remarquera ici que, pour chaque détenteur qui vend en perte, il se rencontre un acheteur qui achète en baisse. Si l'un fait une affaire médiocre, l'autre fait une bonne affaire. Il y a donc compensation pour les porteurs de titre.

Qu'il survienne au surplus des circonstances nouvelles ; que les fonds d'État ou autres fonds publics, acquis en raison de l'intérêt supérieur qu'ils donnent, subissent quelque dépréciation ou paraissent seulement menacés d'en subir une ; l'opération inverse de la première ne tardera pas à être effectuée ; les valeurs à revenu élevé seront délaissées ; les fonds belges 3 p. c. seront abondamment demandés et ils marqueront bientôt une hausse considérable.

C'est là le jeu naturel et inévitable de la loi de l'offre et de la demande. Il n'y a pas lieu de s'en préoccuper aussi longtemps que le crédit national n'est pas ébranlé, ni surtout d'en faire grief au Gouvernement.

Comme le disait récemment l'honorable M. Liebaert, ministre des Finances, répondant à une question posée au Sénat par l'honorable M. Magnette :

» Si nos fonds d'État ont un peu fléchi à raison de la situation du marché
» des capitaux, notre crédit — personne ne le contestera — n'en est pas
» moins resté aussi solide qu'il l'a jamais été, et on peut dire que, malgré la
» baisse, il est préférable pour la grande masse du public de mettre ses
» économies en sécurité par l'acquisition de carnets de rente plutôt que
» de se préparer d'amères déceptions en engageant dans des affaires aven-
» tureuses un capital péniblement acquis. »

Un membre de la section centrale considère ces appréciations comme optimistes et fait des réserves.

*
* *

Après ces considérations d'ordre général, la section centrale a pris connaissance des procès-verbaux des sections et a abordé l'examen des demandes de crédit contenues dans le projet de loi.

ARTICLE 1^{er} DU PROJET DE LOI.

Ministère des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

ART. 4 DU TABLEAU.

A. — Le vœu a été exprimé :

1° Que parmi les travaux d'aménagement des gares soient compris ceux

des gares d'Eccloo, de Maldegem (la Compagnie du Chemin de fer d'Eccloo à Bruges paraît devoir intervenir dans les travaux à effectuer à Maldegem), de Tirlemont (où un passage souterrain doit être établi);

2° Que le passage à niveau qui traverse l'avenue de Jemmappes, à Mons, soit supprimé.

Une explication a été demandée à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes au sujet de la courbe de raccordement à Louvain, mentionnée parmi les travaux à exécuter. Voici la réponse reçue :

« En vue de dégager la ligne de l'Est, l'administration projette le détournement par la voie d'Aerschot-Diest-Hasselt-Tongres-Liers, d'une partie des transports originaires d'Anvers ainsi que des gares de formation de Mouscron, de Meirelbeke et de Muysen et qui empruntent aujourd'hui la ligne de l'Est de Louvain à Aerschot et au-delà.

» Cette mesure exigera la construction d'une courbe de raccordement de la ligne de Muysen-Louvain à celle de Louvain à Aerschot.

» Cette courbe permettra d'éviter que les trains de Muysen, de Mouscron et de Meirelbeke ne doivent entrer dans la gare de Louvain pour rebrousser ensuite vers Aerschot. »

C. — Des membres ont insisté pour la construction des lignes nouvelles de Hanzinnes à Lanefte et de Doische à Beauraing.

A propos de cette dernière ligne, rappelons qu'elle a fait, dans le rapport de la section centrale en 1906, l'objet de l'échange de vues suivant :

« QUESTION.

» Quelles sont les intentions du Gouvernement au sujet du chemin de fer de Doische à Beauraing?

» RÉPONSE.

» La construction de cette ligne reste décidée, mais l'extension exceptionnellement rapide du trafic a obligé l'administration à appliquer son activité à des travaux décrétés antérieurement et d'une nécessité plus immédiate. »

D. — On demande l'établissement des doubles voies suivantes :

Audenarde-Leupeghem ;

Biesme-Chimay ;

Hérenthals-Turnhout.

A propos de la ligne Anvers-Lierre-Turnhout-Weelde-Merxplas, on fait observer que l'État a fait de Weelde-Merxplas une station-frontière parfaitement aménagée et largement outillée en vue d'alléger les stations d'Anvers des travaux de manutention et de groupement des wagons de marchandises et de la formation des trains pour la Belgique.

L'établissement de la double voie de Contich (Casernes) à Lierre, figurant au programme des travaux à exécuter en 1908, il ne manquera plus que l'établissement d'une seconde voie d'Hérenthals à Turnhout et de Turnhout à Weelde-Merxplas, pour que la station de Weelde-Merxplas puisse rendre

les services que l'on attend de ses nouvelles et coûteuses installations. On a vivement insisté en section centrale pour que ce travail soit effectué sans retard.

ART. 5 DU TABLEAU.

Deux questions ont été posées au Ministre. Nous les reproduisons avec les réponses qu'il nous a fait parvenir.

QUESTIONS.

a) Tout le matériel commandé en 1907 a-t-il été confectionné en Belgique?

b) Le crédit de 39,147,000 francs demandé comprend-il à nouveau des crédits demandés en 1907 et non utilisés?

Des commandes de matériel ont-elles déjà été faites sur le crédit demandé pour 1908?

RÉPONSES.

a) Tout le matériel commandé en 1907 a été confectionné en Belgique, sauf 200 wagons ouverts.

b) Ce crédit ne comprend à nouveau aucun crédit demandé pour 1907 et qui n'aurait pas été utilisé.

Le crédit demandé pour 1908, art. 5 § A pour achats de matériel roulant (soit 38,147,000 francs), a reçu son affectation à concurrence d'une somme de fr. 38,142.758.07.

ART. 6 DU TABLEAU.

On demande l'agrandissement du bureau de poste de Tilff.

ART. 7 DU TABLEAU.

On demande le raccordement des réseaux téléphoniques de Louvain et de Landen.

Il a été insisté à nouveau sur l'utilité que présenteraient l'unification du réseau téléphonique et la diminution du prix d'abonnement. Question déjà ancienne, à laquelle le Gouvernement répondit, en 1906, dans les termes suivants, à propos de l'examen par la section centrale du projet de budget extraordinaire :

« I. — L'unification du réseau téléphonique, c'est-à-dire la suppression
» de la taxe interurbaine actuellement exigée pour les communications
» entre groupes locaux, aggraverait d'une façon exorbitante les charges de
» l'exploitation à raison de la nécessité d'augmenter dans une très large
» mesure les circuits entre les centres principaux et auxiliaires, ainsi que le
» matériel et le personnel des divers bureaux centraux. Cette exagération
» des charges devrait avoir pour corollaire un relèvement des redevances
» d'abonnement dans tous les groupes téléphoniques, au détriment de la
» grande majorité des abonnés : la masse de ceux-ci, qui n'a que très rare-
» ment à téléphoner en dehors du groupe local, supporterait la plus grande

» part des dépenses qui seraient faites pour diminuer les charges d'un petit nombre.

» L'unification aurait, en réalité, un résultat absolument contraire à celui que l'on doit s'efforcer d'atteindre : la pénétration de l'usage du téléphone dans les classes les plus nombreuses de la population ; la mesure serait donc antidémocratique au premier chef.

» Elle conduirait, au surplus, à une dépression profonde du mouvement télégraphique interne.

» II. — Il est indispensable, avant de modifier la tarification du téléphone, d'avoir terminé la transformation des grands réseaux, entreprise depuis plusieurs années. La plus grande partie du programme est réalisée et il est à prévoir que la transformation sera entièrement terminée en 1907. »

La section centrale ne disposant pas du temps nécessaire pour questionner utilement le Ministre actuel des chemins de fer sur ce point, émet le vœu que les questions soulevées fassent l'objet, de sa part, d'un examen attentif et bienveillant.

ART. 8 DU TABLEAU.

Un crédit de 500,000 francs est demandé en vue de satisfaire aux obligations mises à la charge de l'État belge par la Convention conclue le 8 octobre 1907 entre la Belgique et les Pays-Bas, en vue de l'amélioration de l'éclairage et du balisage de l'Escaut.

La convention susdite fait l'objet d'un projet de loi soumis actuellement à la Législature.

Si l'on s'en tenait à la rigueur des principes, le crédit demandé devrait être disjoint du budget extraordinaire, le projet de loi qui approuve l'arrangement signé à La Haye n'étant pas jusqu'ici devenu loi.

Le Gouvernement semble avoir partagé cet avis puisqu'il s'est exprimé ainsi qu'il suit dans l'exposé des motifs déposé le 3 mars 1908 sur le bureau de la Chambre à l'appui du projet de loi susdit :

« Si les Chambres donnent leur approbation à l'arrangement, une somme de cet import devra être inscrite au projet de budget extraordinaire pour l'exercice 1908. »

Et la Commission chargée de l'examen du projet de loi a repris à peu près textuellement cette formule.

Dans plusieurs sections la disjonction a été discutée.

Il y a toutefois lieu d'observer :

1° Que le projet de loi approuvant la Convention du 8 octobre 1907 peut, si la Chambre le veut, être voté avant que le budget extraordinaire soit mis en discussion ;

2° que, s'il n'était pas voté, le crédit porté au budget extraordinaire ne pourrait être utilisé ;

5° que l'approbation de la Convention du 8 octobre 1907 ne soulèvera probablement pas plus d'opposition à la Chambre qu'elle n'en a soulevé au sein de la Commission qui comprenait deux membres de la minorité et s'est prononcée à l'unanimité pour l'adoption du projet.

Aussi la section centrale propose-t-elle, à la Chambre, de voter le crédit. Elle espère que le Gouvernement voudra bien prier la Chambre de hâter l'examen du projet de loi approubatif de la Convention conclue entre la Belgique et les Pays-Bas.

ART. 9 DU TABLEAU.

Des explications ont été demandées à propos de l'inscription au budget extraordinaire d'un crédit pour la construction d'une malle à turbines, alors qu'un crédit relatif à cette malle aurait été porté au chapitre des dépenses exceptionnelles du budget ordinaire du Ministère des Chemins de fer, Postes et Télégraphes pour l'exercice 1907.

Le crédit qui figurait au budget ordinaire de 1907 n'a pas été employé, la commande de la nouvelle malle n'ayant pu se faire dans des conditions suffisamment favorables à cause du prix des matières et de la situation du marché industriel. D'autre part, on a reconnu que pour satisfaire plus aisément à tous les besoins du service il y a lieu d'augmenter le nombre de nos bateaux. C'est pourquoi le crédit figure au budget extraordinaire. Il est d'ailleurs certain que le coût de la malle sera supérieur au crédit sollicité. Le complément de la dépense figurera vraisemblablement au budget extraordinaire de 1909.

La nouvelle malle à turbine sera du type *Princesse-Élisabeth*. Celle-ci a détenu le record de la vitesse jusqu'à la mise à flot du *Mauritania* et du *Lusitania*. Le Gouvernement a l'espoir que le nouveau paquebot rendra à la marine belge le premier rang qu'elle a gardé jusque dans ces derniers temps.

Remarquons, pour compléter ce qui concerne les crédits affectés aux malles belges, que le budget ordinaire des chemins de fer pour 1908 comporte, au chapitre des dépenses exceptionnelles, un crédit de 250,000 francs pour installer des chaudières et des cheminées en renouvellement au paquebot *Princesse-Clémentine* de la ligne Ostende-Douvres, — cheminées et chaudières dont le prix d'acquisition figure au budget de 1907.

Un membre critique l'inscription du crédit de l'article 9 au budget extraordinaire. Il estime que ce crédit aurait dû figurer, comme en 1907, parmi les dépenses exceptionnelles du budget des chemins de fer, puisqu'il s'agit, à son avis, du remplacement d'une vieille malle par une malle à turbines, comme le ministre l'a déclaré l'année dernière.

* * *

Une observation d'ordre général a été faite, dans l'une des sections, par un membre. Il a exprimé le vœu que l'administration financière des chemins de fer de l'État soit modifiée de telle façon qu'elle puisse se suffire à elle-même, qu'elle contracte et amortisse les emprunts nécessaires pour couvrir ses dépenses extraordinaires et qu'elle n'ait plus à solliciter de crédits du Parlement, Question maintes fois soulevée et discutée, et dont la solution serait relativement aisée si l'on pouvait faire table rase du passé et distinguer nettement la partie de la dette publique dont la charge annuelle et l'amortissement devraient être imputés au budget des chemins de fer.

Quoi qu'il en soit, la section centrale, sans s'associer à aucune proposition à ce propos, fait remarquer que l'obligation pour le chemin de fer de se suf-

fire à lui-même offrirait tout au moins l'avantage de procurer aux voyageurs et d'assurer aux marchandises le transport à prix coûtant. S'il convient, en principe, que les tarifs de transport ne comprennent pas d'impôts indirects et n'alimentent pas la caisse de l'État, il convient tout autant que la caisse de l'État ne soit pas obligée d'intervenir pour suppléer à l'insuffisance des tarifs de transport.

Ministère des Finances.

ART. 10 DU TABLEAU.

On demande quels sont les travaux d'appropriation des terrains provenant du démantèlement des places fortes auxquels le Gouvernement compte faire procéder? Les travaux à effectuer de ce chef à Diest y sont-ils compris?

M. le Ministre aura l'occasion de s'expliquer au cours de la discussion.

ART. 11 DU TABLEAU.

L'affectation précise du crédit sollicité en vue de l'acquisition d'immeubles destinés à agrandir le domaine forestier et à étendre ou à régulariser les limites des propriétés de l'État a été demandée dans une section, notamment en ce qui concerne les dunes domaniales.

En 1906, une question analogue a été posée pour les exercices 1903, 1904 et 1905.

S'il peut être imprudent d'annoncer publiquement les acquisitions que projette l'État en vue d'agrandir son domaine forestier, il n'en va pas de même des acquisitions déjà effectuées.

La section centrale exprime le vœu que les prochains budgets extraordinaires renseignent sur ce point la Chambre.

Ministère des Travaux publics.

ART. 13 DU TABLEAU.

Il a été demandé dans des sections que les travaux d'entretien et de réfection à effectuer à la route de Gand à Courtrai soient entrepris sans retard et que l'État rachète les ponts d'Argenteau et de Visé.

Le détail des travaux compris sous la rubrique très générale de l'article 13 du tableau, pour une somme globale de 12 millions, a fait fréquemment l'objet de questions de la part des sections de la Chambre. Posée en 1906, la question a reçu une réponse pour ce qui concerne les routes. En 1907, la question a été soumise à nouveau au Gouvernement, mais la brièveté du temps dont disposait encore la Chambre n'a pas permis à la section centrale d'attendre les réponses pour déposer son rapport.

Cette année encore, la section centrale doit, à regret, se borner à exprimer unanimement le vœu qu'il soit désormais satisfait à un désir qui est manifestement partagé par toute la Chambre.

ART. 14 DU TABLEAU.

Cet article comporte un crédit de 300,000 francs pour le Mont des Arts.

Le Gouvernement justifie la demande de crédit dans les termes suivants que nous empruntons à la *Note préliminaire* :

« Ajouté au reliquat disponible du crédit de 2,000,000 de francs alloué » en 1906 et à celui de 2,000,000 de francs alloué en 1907, ce crédit per- » mettra de terminer les acquisitions d'immeubles et d'entamer les travaux »

Il est intéressant de rapprocher de ce commentaire l'ordre du jour adopté à l'unanimité par la Chambre, le 24 mars dernier, à la suite de l'interpellation adressée à M. le Ministre des Travaux Publics au sujet de l'emploi des pierres du pays dans la construction du palais du Mont des Arts. En voici le texte :

» La Chambre, considérant les difficultés d'exécution et la dépense du » projet proposé pour le Mont des Arts et le peu d'approbation qu'il ren- » contre, prie M. le Ministre de vouloir bien faire faire une nouvelle étude » en tenant compte, dans une large mesure, des desiderata exprimés à la » Chambre, quant à l'emploi des matériaux nationaux, passe à l'ordre du » jour. »

Il semble bien résulter de cet ordre du jour accepté par M. le Ministre, qu'une nouvelle étude du projet proposé pour le Mont des Arts est décidée.

On comprend, certes, que des acquisitions virtuellement faites doivent être payées et que des expropriations entamées doivent suivre leur cours.

De ce double chef, le reliquat des crédits alloués en 1906 et en 1907 et le crédit sollicité pour 1908 peuvent être nécessaires.

On comprend moins qu'il puisse être question « d'entamer les travaux ».

De quels travaux s'agit-il ? M. le Ministre des Travaux Publics donnera, sans aucun doute, à ce sujet des explications verbales à la Chambre.

Il semble, d'ailleurs, que depuis l'échange de vues qui a eu lieu au Conseil communal de Bruxelles et depuis le vote unanime de l'ordre du jour par la Chambre, un grand nombre de personnes, appartenant tant au Parlement qu'à l'élite intellectuelle du pays, verraient avec satisfaction que l'idée même d'un monument cyclopéen à construire le long de la Montagne de la Cour fût abandonnée ou transformée.

L'exposition de la maquette — heureuse pensée de M. le Ministre des Travaux Publics — a permis de se rendre compte du bouleversement dont est menacée la partie la plus animée et la plus commerçante de la capitale, celle qui depuis des siècles forme le rendez-vous des Bruxellois et qui revêt, pour bon nombre d'entre eux, un caractère presque familial.

Si le palais projeté est édifié, les musées actuels construits par Charles de Lorraine seront noyés dans les gigantesques murailles nouvelles. La Montagne de la Cour, bordée, d'un côté, de rampes d'accès en lacet, destinées à escalader le Mont des Arts, perdra toute gaieté et toute animation.

L'immense monument, du côté des rues de l'Empereur et de Ruysbroeck, sera d'une sévérité et d'une monotonie également désespérantes. Le commerce fuiera vers d'autres quartiers et, au lieu d'une ruche pleine de vie et d'entrain, le centre de Bruxelles menace d'offrir la solennité froide et ennuyeuse des rampes d'accès qui conduisent de la rue des Minimes au Palais de Justice.....

Une des sections a rejeté le crédit demandé pour le Mont des Arts. Ailleurs on a exprimé le désir de voir le Ministre faire connaître ses intentions et rassurer la ville de Bruxelles.

Il est impossible, en effet, que perdure l'état actuel. L'idée a été exprimée qu'en vue de l'exposition universelle de 1910, les maisons formant le côté droit de la Montagne de la Cour en montant soient rendues au commerce stable et qu'un square soit établi sur les terrains vagues situés entre la Montagne de la Cour et la rue Coudenberg, après que l'enlèvement rapide des ruines et des matériaux que l'on y rencontre aura été terminé.

La section centrale appelle sur cet intéressant problème la bienveillante attention de M. le Ministre des Travaux Publics.

Elle a confiance que le chef du département, qui est en même temps un esthète, s'efforcera de concilier les besoins de nos musées avec le souci de conserver à la ville de Bruxelles l'animation du centre d'activité commerciale qu'est la Montagne de la Cour et avec le devoir de proposer un emploi discret des ressources du pays lorsqu'il s'agit de dépenses somptuaires.

Un membre demande que la ville de Bruxelles soit consultée sur les projets à réaliser, ce que — a-t-il ajouté — le Gouvernement a négligé de faire jusqu'ici.

ART. 15 DU TABLEAU.

Le nouveau crédit demandé pour le Palais de Bruxelles n'est pas le dernier : il est, d'après la *Note préliminaire*, destiné à achever les travaux en cours d'exécution et à poursuivre les travaux de parachèvement.

On a demandé, d'une part, à connaître le montant de la dépense totale prévue pour l'achèvement du palais.

On a demandé, d'autre part, si les travaux compris dans cet article sont distincts de ceux à exécuter sur le crédit de 45,500,000 francs prévu par le traité de reprise du Congo.

Ces derniers travaux comprennent uniquement l'aménagement de l'hôtel de Belle-Vue, à raison de 1,000,000 de francs. L'hôtel de Belle-Vue sera ultérieurement joint à la résidence royale. Il n'est pas et ne sera jamais le palais du Roi. Il n'y a aucune confusion possible entre les deux ordres de travaux.

ART. 19 DU TABLEAU.

Une question a été posée. Nous la reproduisons avec la réponse qu'y a faite M. le Ministre des Travaux Publics :

QUESTION.

Le crédit comprend-il des travaux de canalisation et de rectification de la Meuse en aval de Liège ?

RÉPONSE.

Le crédit sollicité permettra d'entamer les travaux d'amélioration de la Meuse en aval de Liège.

ART. 20 DU TABLEAU.

La question du canal de Centre, traitée en 1903 et en 1906, dans les rapports de la section centrale sur les budgets des Finances et des Travaux publics, paraît être entrée dans la phase définitive de l'exécution. Le Gouvernement est décidé à construire les ascenseurs n°s 2, 3 et 4 et il fait connaître, à propos du crédit de 1,000,000 de francs demandé pour les canaux houillers, que les fonds qui seront alloués par la Chambre permettront de couvrir une partie des frais de construction des parties métalliques de ces ascenseurs.

Le Gouvernement pourrait-il préciser la date à laquelle le canal du Centre sera mis en exploitation?

ART. 21 DU TABLEAU.

L'indication — d'une façon moins sommaire — des travaux projetés a été demandée dans une section.

ART. 22 DU TABLEAU.

Le vœu a été émis que les travaux d'amélioration de l'Escaut entre Wetteren et Termonde soient activement poussés, ainsi que la consolidation des digues du fleuve à l'aval de Termonde.

ART. 23 DU TABLEAU.

On demande quand les travaux d'amélioration de la Lys seront entamés. On a, d'autre part, dans deux sections, insisté pour que le pont à construire sur la Lys à Machelen soit commencé le plus tôt possible.

ARTICLE 24 DU TABLEAU.

Un membre a demandé que le Rupel et la basse Dyle soient améliorés jusqu'à l'entrée du canal de Louvain. Ces deux rivières présentent de sérieux inconvénients pour la navigation.

Un membre a exprimé le regret qu'aucun crédit ne soit prévu pour les installations maritimes de Bruxelles.

Il est reconnu que le canal maritime de Bruxelles ne peut s'achever sans une large intervention de l'État.

Des négociations sont entamées pour arriver à une solution. La section centrale émet le vœu de voir le Gouvernement se montrer aussi généreux que possible, afin que l'on puisse terminer à bref délai ce travail d'utilité publique.

ARTICLE 25 DU TABLEAU.

La question du canal de la Lys à l'Yperlée a été longuement traitée dans le rapport de 1906 sur le Budget des Finances et des Travaux Publics.

L'inscription d'un crédit de 50,000 francs montre que le Gouvernement est décidé à commencer les travaux d'achèvement de cette voie navigable

et qu'il espère vaincre les difficultés techniques considérables que présente le passage de la montagne d'Hollebeke.

ARTICLE 26 DU TABLEAU.

Il a été vivement insisté dans l'une des sections pour que la construction de l'écluse à sas projetée à Schipdonck, sur le canal de dérivation de la Lys, soit mise en adjudication sans plus de délai et que le Gouvernement s'entende avec la ville d'Eecloo au sujet de l'exécution des travaux accessoires que l'établissement de l'écluse susdite et le relèvement du bief aval rendront nécessaires.

ART. 27 DU TABLEAU.

Des membres insistent pour que la construction d'un pont à Bellem sur le canal de Gand à Ostende soit hâtée le plus possible.

ART. 33 DU TABLEAU.

On a exprimé le regret du défaut de détails que présente le libellé de cet article.

ART. 34 DU TABLEAU.

Le crédit de 50,000 francs, sur lequel sont imputés les frais d'étude des questions relatives à l'établissement et aux chances d'avenir d'un port de pêche à La Panne, est demandé à nouveau, parce que le crédit actuel, du même import, sera périmé le 31 décembre 1908.

Tout permet d'espérer que la Commission spéciale chargée de cette étude aura, sinon terminé, du moins poussé très loin son travail à la fin de l'année.

ART. 35 DU TABLEAU.

Le crédit sollicité comprenant des expropriations à faire en vue de l'amélioration du cours de l'Escaut en aval d'Anvers, on s'est demandé si les travaux projetés de ce chef laissent intactes les questions relatives à l'amélioration de l'Escaut en rade et en aval d'Anvers. L'étude de ces questions a été confiée, par arrêté royal du 31 mai 1907, à une commission spéciale. Il s'agit de décider si la Grande Coupure sera exécutée ou si un autre mode d'amélioration de l'Escaut maritime sera préféré.

La section centrale est convaincue que la réponse à cette demande est affirmative et que l'exécution de la Grande Coupure est entièrement réservée.

C'est sous le bénéfice de cette remarque que le crédit a été voté à l'unanimité par la section centrale.

ART. 38 DU TABLEAU.

A propos des travaux de dragage prévus à cet article, la question suivante a été posée.

Nous la reproduisons avec la réponse du Ministre :

QUESTION.

Où les travaux de dragage sont-ils projetés ?

Ces travaux sont-ils mis en adjudication ou exécutés en régie ?

RÉPONSE.

Les dragages prévus à l'article 38 du tableau sont ceux qu'il est nécessaire d'exécuter périodiquement sur les seuils de l'Escaut, à mesure que la nécessité en est reconnue. Semblables travaux seront exécutés très prochainement sur le seuil de Valkenisse.

Les dragages ont fait l'objet d'une adjudication publique.

*
* *

Divers projets ont été traités dans les sections bien qu'ils ne se rattachent pas aux articles du budget extraordinaire.

L'attention du Gouvernement est attirée :

1° Sur le canal de Charleroi à Vireux ;

2° Sur les travaux de rectification de l'Ourthe ;

3° Sur l'utilité d'un canal conduisant de Renaix à l'Escaut.

La section centrale signale ces objets à la bienveillante attention de M. le Ministre des Travaux Publics.

ARTICLE 2 DU PROJET DE LOI.

L'article 2 du projet ouvre au Ministère des Travaux Publics un crédit de 45,500,000 francs destiné à assurer l'exécution des articles 3 et 4 de l'Acte additionnel au traité de cession de l'État indépendant du Congo à la Belgique. Par dérogation aux dispositions habituelles, rappelées au second paragraphe de l'article 9 du projet, aucun délai n'est assigné aux imputations à faire à charge du crédit de 45,500,000 francs.

Cet article a fait l'objet d'une discussion et d'un vote dans chacune des sections.

Des membres ont fait observer que l'inscription du crédit de 45,500,000 francs est prématurée, l'Acte additionnel au traité de cession et le traité lui-même n'étant pas jusqu'ici approuvés par la Belgique.

Il a été répondu à ces observations que l'adoption de l'article 2 n'aura d'effet qu'au cas d'approbation par la Belgique du Traité de cession et de l'Acte additionnel à ce traité. Il résulte en effet du texte de l'article que le *crédit est destiné à assurer l'exécution du traité*. S'il n'y a pas de traité, le crédit ne peut être utilisé. Il vient donc à tomber.

Au vote, quatre sections se sont prononcées pour la disjonction de l'article 2. Deux sections se sont prononcées pour le maintien de l'article.

Il résulte toutefois des procès-verbaux de plusieurs sections que la disjonction n'est demandée que pour autant que la reprise de la colonie ne soit pas un fait accompli au moment où le projet de Budget extraordinaire sera soumis au vote de la Chambre.

La section centrale, après avoir à son tour examiné la question, est d'avis que la disjonction demandée n'a que peu d'importance pratique. En fait, le vote du crédit de 45,500,000 francs sera purement conditionnel, si le projet de budget est soumis à la Chambre avant que la reprise soit effectuée. Le peu de temps dont dispose encore la Chambre est la seule cause de la dérogation demandée au principe en vertu duquel les Chambres sont appelées à émettre des votes définitifs et non des votes conditionnels.

Un autre point, relatif à l'article 2, a fait l'objet d'échanges de vues.

L'article 4 de l'acte additionnel au projet de traité impose à l'État belge l'institution d'un fonds spécial de 45,500,000 francs en vue de faire face aux obligations assumées par la Fondation de la Couronne pour l'achèvement des travaux en cours en Belgique et pour les entreprises ayant fait l'objet d'un contrat.

Commentant cet article, M. de Lantsheere, rapporteur au nom de la Commission des XVII du projet de traité et d'acte additionnel, rappelle que l'État belge se substituera à la Fondation de la Couronne, non seulement dans les obligations assumées par elle, mais aussi dans tous ses droits.

Il ajoute que le Gouvernement pourra faire usage de ces droits, s'il le juge à propos, et que les Chambres seront toujours maîtresses d'approuver ou de blâmer, sur ce point comme sur tous les autres, les actes du Gouvernement.

Il rappelle enfin qu'il a été formellement reconnu que le vote du fonds spécial de 45,500,000 francs ne constituerait ni un préjugé en faveur de l'exécution complète des travaux, ni une reconnaissance de leur nécessité ou de leur utilité.

De son côté, le Gouvernement, répondant à une question posée à la Commission des XVII par MM. Hymans et Vandervelde, a déclaré qu'en ce qui concerne les travaux pour lesquels il y a un contrat, la résiliation est de droit moyennant indemnité, et qu'on examinera ultérieurement s'il y a lieu de la poursuivre.

— L'inscription actuelle d'un crédit de 45,500,000 francs à l'article 2 du budget extraordinaire n'aura-t-elle pas pour conséquence que les Chambres, tout en demeurant maîtresses d'approuver ou de blâmer le Gouvernement, laisseront à ce dernier le soin de décider s'il sera fait usage — et dans quelle mesure — du droit de résiliation qui appartiendra à l'État belge après l'approbation du traité de cession et de l'acte additionnel ?

— Au moment où le Gouvernement jugera utile de faire des imputations sur le crédit de 45,500,000 francs, les Chambres ne devraient-elles pas être mises à même d'approuver ou de blâmer ses projets ?

— Le blâme se produisant *après* que le Gouvernement aurait fait usage du crédit, ne serait-il pas, en fait, peu efficace ?

Ces questions ont été débattues dans les sections.

La section centrale, se référant au rapport de la Commission des XVII, rappelé plus haut, et à la déclaration du Gouvernement, adopte l'article 2 du projet de loi.

Toutefois, un membre maintient la proposition de disjonction de l'article 2, proposition qui a été adoptée par la majorité des sections. En présence du

vote de la section centrale, il déclare rejeter l'article 2 parce qu'il critique l'opportunité de la plupart des travaux compris dans le crédit de 45,500,000 francs.

La section centrale ne s'est pas ralliée à la critique élevée dans l'une des sections contre la disposition finale de l'article 2. Cette disposition marque en effet très clairement que le Gouvernement, interprétant dès à présent les obligations assumées par la Fondation de la Couronne, estime que la Belgique aura le droit d'échelonner sur plus de trois exercices l'exécution de ses obligations. La section centrale partage cet avis, à l'unanimité sauf un membre.

ARTICLE 3 DU PROJET DE LOI.

Le vœu a été émis dans une section que la jonction Bruxelles Nord-Midi soit abandonnée. La section centrale, sans se prononcer sur ce vœu, espère que M. le Ministre des Chemins de fer profitera de la discussion du budget extraordinaire pour faire part à la Chambre de ses intentions.

Compte-t-il réduire l'importance d'un travail qui pourrait devenir onéreux pour nos finances en même temps qu'il va transformer profondément et une partie importante de la ville de Bruxelles et des habitudes prises par tous les Belges depuis que les chemins de fer existent? Ou bien se considère-t-il comme définitivement lié, par les votes émis, à l'exécution du projet intégral?

Un membre, personnellement adversaire de la gare centrale et de la jonction Nord-Midi, devenues inutiles, d'après lui, à la suite des transformations décrétées à la gare du Nord, estime qu'il importe que le Gouvernement décide d'urgence ce qu'il compte faire des nombreux immeubles déjà expropriés dans le quartier de la Putterie. Les millions déjà dépensés ne peuvent demeurer plus longtemps improductifs.

La majorité des membres de la section centrale verrait avec satisfaction qu'il fût encore possible au Gouvernement de renoncer à la jonction Nord-Midi à travers la ville et à la gare centrale.

ARTICLE 4 DU PROJET DE LOI. — A.

Il a été demandé quel sera le coût total des travaux de construction et de parachèvement de la nouvelle école militaire.

ARTICLE 4 DU PROJET DE LOI. — B.

Un membre a protesté dans l'une des sections contre la demande d'un crédit de 130,000 francs destiné à faire des avances au Fonds de garantie institué par l'article 20 de la loi du 24 décembre 1905 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Il n'est pas inutile de rappeler ici que le Gouvernement interrogé à ce propos a répondu que la connaissance du degré d'insolvabilité des chefs d'entreprise non assurés n'était pas suffisante jusqu'ici pour permettre de déterminer d'une façon définitive la prime qu'il convient d'exiger d'eux pour couvrir le risques qui leur incombent.

ARTICLE 6 DU PROJET DE LOI.

Cet article a été rejeté à parité de voix dans une section et il a été l'objet de la protestation d'un membre dans une autre section.

La section centrale ne peut mieux faire, à propos de cet article, que de rappeler à la Chambre les considérations qu'a fait valoir, à l'appui de l'autorisation sollicitée par M. le Ministre des Chemins de fer, M. Segers, rapporteur du budget extraordinaire en 1907.

Nous en reproduisons la partie saillante :

« 1. *Le principe.* — La demande que fait le Gouvernement à la Chambre
» de pouvoir commander le matériel de traction et de transport dans le
» courant de l'année qui doit précéder la fourniture est pleinement justi-
» fiée. Personne n'ignore, en effet, que les carnets de commandes des fabri-
» cants sérieux se remplissent dans le cours de l'année qui précède la
» campagne industrielle. En ne contractant les marchés que l'année même
» où doit se poursuivre la fabrication et où doit s'opérer la livraison, l'État
» courrait le risque ou bien de devoir passer par les fourches caudines de
» fabricants déjà encombrés, ou bien — ce qui serait fâcheux et ne manque-
» rait pas de soulever de justes protestations — de devoir recourir à
» l'étranger, ou bien même de trouver porte de bois chez plusieurs indus-
» triels.

» Il est donc indispensable, dans l'état actuel de l'industrie, d'autoriser
» l'État à faire œuvre de prévoyance en commandant ses fournitures en
» temps utile.

» 2. *L'application.* — Mais on a soutenu en sections que les règles qui
» président à la comptabilité de l'État défendent de contracter un marché
» sans avoir obtenu au préalable du Parlement le crédit nécessaire pour le
» payer.

» La question est en réalité de savoir si le Gouvernement doit réclamer
» le crédit au moment où il commande le travail ou bien au moment où il
» le paie.

» Certes, la Chambre pourrait accorder le crédit d'avance. Mais le Gou-
» vernement ne désire pas se faire octroyer un crédit dont il n'a pas l'emploi
» immédiat. Il préfère ne le faire inscrire au Budget que lorsqu'il aura
» réellement à l'utiliser. Il fait toutefois chose sage, au même titre qu'il
» pourrait solliciter l'autorisation de contracter des marchés en réclamant
» en même temps immédiatement un crédit qui, en fait, dormirait jusqu'à
» l'année suivante et ne serait pas dépensé, de solliciter cette autorisation
» de faire ses commandes à l'avance, bien qu'il ne demande d'inscrire le
» crédit qui servira à les payer qu'au Budget de l'année où il sera effective-
» ment dépensé.

» La section centrale a approuvé cet acte de sage gestion du Gouverne-
» ment.

» Le Gouvernement a soin d'ailleurs de proposer lui-même une double

» limitation à la faculté qu'il sollicite. Il ne contractera d'avance qu' « en » cas de nécessité ». La valeur des marchés ne pourra excéder un montant » normal, le montant tout indiqué du crédit correspondant porté au Budget » de cette année ».

Plusieurs membres de la section centrale demandent que le Gouvernement précise le plus exactement possible les commandes de matériel qu'il compte faire pendant l'exercice en cours et en vue desquelles un crédit sera demandé en 1909.

Un membre exprime le vœu que le Ministre des Chemins de fer soit mis à même de disposer d'un fonds de réserve, qui pourrait s'élever, dans sa pensée, à dix millions, et qui lui permettrait d'intervenir par des commandes en faveur de l'industrie, aux époques de stagnation, tout en faisant faire à l'État des opérations favorables.

*
* *

Le budget extraordinaire a été adopté par la section centrale à l'unanimité moins une abstention.

Le Rapporteur,

VERHAEGEN.

Le Président,

COOREMAN.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 APRIL 1908.

Begrooting van buitengewone Ontvangsten en Uitgaven voor het dienstjaar 1908 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VERHAEGEN.

MIJNE HEEREN,

Gezien den korten tijd waarover de Kamer dit jaar beschikt, uit hoofde van de aanstaande verkiezingen voor de Wetgevende Kamers, was het voor de Middenafdeeling niet mogelijk de Regeering mededeeling te doen van de talrijke vragen die in de afdeelingen werden gesteld.

Opdat de Kamer zoo spoedig mogelijk de buitengewone begrooting kunne behandelen, kwam het verkieslijk voor, aan het meerendeel van die vragen den vorm van wenschen te geven en de Regeering slechts te onderwerpen over enkele punten waarvoor die vorm niet paste.

Van stonden aan vestigt de Middenafdeeling de aandacht der Regeering op die wenschen, welke verder worden opgesomd.

Worden, zooals wij hopen, de wenschen die eene algemeene strekking hebben gunstig bejegend, dan zal het getal vragen om inlichting, die telken jare aan de Regeering worden gesteld, daardoor voortaan verminderen.

* * *

De buitengewone begrooting werd goedgekeurd in al de afdeelingen.

De stemmen werden uitgebracht als volgt :

	Ja.	Neen.	Onthoudingen.
1 ^e afdeeling	11	»	1
2 ^e —	6	2	3
3 ^e —	8	2	1
4 ^e —	12	1	»
5 ^e —	8	»	6
6 ^e —	5	»	»
	<u>50</u>	<u>5</u>	<u>11</u>

(1) Begrooting, n^r 141, XVII.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Cooreman, bestond uit de heeren Verhaegen, Claes, Segers, Desmaisières, Poullat en De Becker-Remy.

In vele afdeelingen werd betreurd dat de buitengewone begrooting eerst op 31 Maart is overgelegd, dewijl, uithoofde van de verkiezingen die dit jaar plaats hebben, de Kamer den 9ⁿ Mei moet uiteengaan.

Door deze laattijdige overlegging wordt het onmogelijk de talrijke posten, waarvoor buitengewone kredieten zijn uitgetrokken, grondig te bestudeeren.

De noodzakelijkheid, voor de Middenafdeeling, om dit jaar af te zien van het stellen van vele vragen aan de Regeering, — wat gewoonlijk geschiedt — billijkt op de beste wijze het leedwezen dat van verschillende kanten werd uitgedrukt.

Werd de begrooting vroeger overgelegd, bij voorbeeld vóór 1 Februari, er zouden voorzeker, bij de eerste toepassing van het nieuwe stelsel, minder vragen om buitengewone kredieten zijn, — daar de plannen, bestekken en lastkohieren van de ontworpen werken niet voldoende zijn gevorderd opdat de ministers duidelijk de aanvragen zouden kunnen uitdrukken, die hunne departementen betreffen.

Doch dit bezwaar zou niet langer bestaan bij de tweede toepassing van vroegtijdiger overlegging, vermits de buitengewone begrooting dan, zooals voorheen, zou bevatten de aanvragen om krediet voor al de bestudeerde zaken en werken, gedurende een volle jaar geregeld.

Het zou de Middenafdeeling genoeg doen, wilde de Regeering dezen weg betreden en vóór 1 Februari 1909 het ontwerp van begrooting voor dat dienstjaar ter tafel leggen.

*
* * *

Talrijke aanmerkingen, die bij het onderzoek der artikelen worden besproken, gelden dit jaar nogmaals den staat van vordering der aangevangen werken, het bedrag van de kredieten, aan elk hunner besteed, het omstandig programma van de werken die men voornemens is uit te voeren door middel van de aangevraagde kredieten, het tijdstip waarop men hoopt de werken te kunnen voltrekken.

In het verslag van den achtbaren heer Helleputte over de buitengewone begrooting voor 1906, staat te dien aanzien eene vraag welke thans nog even gepast voorkomt en die wij meenen te moeten overnemen met het antwoord der Regeering.

« VRAAG.

» Meermaals hebben de Afdeelingen en de Middenafdeeling gevraagd dat
» de Regeering aan de Begrooting zou toevoegen eene tabel bevattende,
» voor alle in uitvoering zijnde werken, den datum waarop zij werden aan-
» gevangen, de geraamde kosten, de vordering der werken en de nog te
» doene uitgaven om ze te voltrekken.

» Om welke reden is aan dit verzoek geen gevolg gegeven?

» ANTWOORD.

» De Regeering drukte reeds vroeger haar gevoelen uit over de moge-

» lijkheid om nuttig gevolg te geven aan den in de vraag herinnerden
» wensch.

« Zooals is gezegd in het antwoord aan de Middenafdeeling die de Buiten-
» gewone Begrooting voor 1901 onderzocht, kan er, voor 't meerendeel
» der groote werken, geen eenigszins nauwkeurig verband worden
» gemaakt tusschen de eerste raming en de uitgaaf voor de verrichte
» werken. Trouwens, uit hoofde van nieuwe behoeften die zich voordoen
» of van feiten en omstandigheden die ontstaan na de opvatting van het
» programma, worden in dit laatste aanzienlijke wijzigingen gebracht,
» waardoor elke vergelijking onmogelijk wordt. Dat is namelijk het
» geval met de werken te Oostende en te Zeebrugge. Anderzijds werd,
» voor de werken aan Maas en Schelde, bij voorbeeld, nooit eene raming
» gemaakt van de gansche kosten, zullende voortspruiten uit de verschil-
» lende verbeteringen die achtereenvolgens moeten worden verwe-
» zenlijkt.

» Om die redenen acht de Regeering het niet mogelijk jaarlijks eene tabel
» op te maken, die het verlangen der Middenafdeeling zou bevredigen. Maar
» toch zal zij tegen het tijdstip waarop de volgende Buitengewone Begroo-
» ting moet opgemaakt worden, onderzoeken wat er in dien zin kan worden
» gedaan. »

Sedert de Buitengewone Begrooting voor 1906 werd overgelegd, werden twee buitengewone begrootingen aan de Kamer onderworpen.

Het schijnt niet dat het onderzoek, door de Regeering beloofd ten opzichte van de in 1906 gestelde vraag, tot hiertoe een uitslag opleverde.

Ook dringt de Middenafdeeling aan op den zoo vaak en met reden uitgedrukten wensch om beter te worden ingelicht over de werken waarvoor buitengewone kredieten worden aangevraagd.

Ongetwijfeld dient er rekening te worden gehouden met de opmerking der Regeering in bovenstaand antwoord.

Maar toch ware 't mogelijk, ja gemakkelijk, bij de Inleidingsnota die aan het wetsontwerp voorafgaat, inlichtingen te voegen die de taak van toezicht voor de leden der Kamer merkkelijk gemakkelijker zouden maken. Ten blijk daarvan, de kaart der nieuwe lijnen die worden aangelegd of zijn ontworpen, welke kaart is toegevoegd aan het ontwerp van begrooting. Daarvoor zegt de Middenafdeeling den heer Minister van spoorwegen dank.

De aan de Kamer te leveren inlichtingen zouden, met voorbehoud van wijzigingen ten gevolge van bijzondere toestanden, de volgende bestanddeelen kunnen bevatten :

Heel korte beschrijving van het ontworpen werk. Beloop van de gansche voorziene uitgave.

Datum waarop de Kamer het eerste krediet toestond.

Bedrag van het eerste krediet.

Datum van de stemming en beloop van de achtereenvolgens verleende kredieten.

Wijzigingen daarin gebracht. Bedrag van de nieuwe raming en van de uit dien hoofde verleende kredieten.

Tegenwoordige staat van het werk. Wat nog moet uitgegeven worden om het te voltrekken, zooveel mogelijk met bijzonderheden over de kredieten benoodigd voor elk aanzienlijk deel van het werk.

Tijdstip waarop de Regeering hoopt dat het werk voltooid zal zijn.

* * *

Na bovenstaande leedwezen en opmerkingen te hebben uitgebracht, is het niet meer dan billijk de Regeering dank te zeggen voor de talrijke, duidelijke inlichtingen door haar andermaal aan de Kamer verstrekt over de voornaamste feiten van economischen en geldelijken aard die gepaard gaan met het overleggen van de buitengewone begrooting.

Deze feiten zijn vervat in vijf paragrafen :

§ 1. — *Onderzoek van buitengewone uitgaven, gedurende het tijdvak van 1 Januari 1895 tot 31 December 1907. De buitengewone uitgaven zijn gerangschikt als volgt :*

I. Uitgaven voor economische toerusting.

a) Uitgaven die rechtstreeks inkomen afwerpen ;

b) Uitgaven die onrechtstreeks inkomen afwerpen.

II. Andere uitgaven.

Uit het overzicht van de tabellen, door de Regeering geleverd, blijkt dat de uitgaven voor de toerusting des lands op economisch gebied, in dertien jaren, fr. 1,400,756,360.03 bedragen, dat is 95 ten honderd van de uitgegeven sommen, terwijl de niet opbrengende uitgaven slechts fr. 73,441,349.36 bereikten, 't is te zeggen 5 ten honderd van diezelfde sommen. De leeningen zijn dus tot een bedrag van 95 t. h. vertegenwoordigd door uitgaven die interest afwerpen, en werden besteed aan eene steeds verbeterde toerusting waardoor België's landbouw, nijverheid en koophandel zich gemakkelijker uitbreiden.

Bedragen de uitgaven die geen interest afwerpen, in de dertien afgelopen jaren, niet meer dan 5 ten honderd van de ontleende sommen, dan komt dit hierbij, dat de Regeering het aanzienlijkste deel van deze uitgaven op de gewone begrotingen bracht.

De opgave, aan de Kamer medegedeeld, vermeldt de uitzonderlijke uitgaven, gedurende deze dertien jaren voor fr. 194,919,188.29 bekostigd door de gewone kredieten.

§ 2. — *In welke mate de buitengewone uitgaven worden bekostigd door andere geldmiddelen dan leeningen.*

Eene bijzondere tabel bewijst :

1^o Dat de buitengewone uitgaven die geen interest opbrengen slechts 73.52 ten honderd bedragen van het batig slot der gewone begrooting in de laatste dertien jaren.

2^o Dat het overschot van het batig slot der gewone begrooting, verhoogd met de buitengewone ontvangsten uit andere bronnen dan leening, veroorloofde interest afwerpende uitgaven te bekostigen tot een bedrag van fr. 98,615,677.52.

§ 3. — *Delging van 's Lands schuld.*

In 1907 werd 's Lands schuld gedelgd voor 11,718,700 frank. De delgingsfondsen, voor 1908 voorzien, bedragen 13 millioen.

§ 4. — *Toeneming van 's Lands bedrijvigheid in handel en nijverheid.*

België's bijzondere handel — in- en uitvoer — beliep in 1907 meer dan zes milliarden en half, wat boven de voorgaande dienstjaren staat.

Voor 1907 bedroeg de algemeene handel, bij den invoer, meer dan 6 milliarden, en, bij den uitvoer, meer dan 5 milliarden; hier ook is vooruitgang.

De scheepvaartbeweging vermeerderde insgelijks merkelyk voor het dienstjaar 1907.

§ 5. — *Toestand van 's Lands krediet.*

De Belgische rente 3 t. h. stond, op 31 December 1907, tegen 95,125, een weinig lager dan Frankrijk's rente 3 t. h., die 95.375 was genoteerd.

* * *

Sedert 1 Januari 1908, is de koers der Belgische fondsen 3 t. h. nog gedaald en thans wordt België voorbijgestreefd door Frankrijk en Engeland. Het ligt niet op onzen weg hier de oorzaken van de daling te onderzoeken. Ongetwijfeld zijn er vele, doch vermindering van België's krediet behoort niet daartoe.

Het kan evenwel nuttig wezen, de aandacht te wijden aan een bijzonder vraagstuk dat nauw is verbonden met den tegenwoordigen stand der markt. In sommige kringen wordt beweerd dat de daling aanzienlijk verlies berokkent aan de houders van onze Staatsfondsen.

Naar aanleiding daarvan, rijzen natuurlijk drie vragen op :

1. — Welk verlies lijden de houders van Belgische fondsen, die deze in portefeuille bewaren ?

— Geen verlies hoegenaamd aan kapitaal noch interest. De Staat blijft hun het volle nominaal kapitaal verschuldigd, alsmede den interest van 3 t. h. op het volle kapitaal.

2. — In welken toestand verkeeren zij die, gebruik makende van de daling, Belgische fondsen 3 t. h. aankopen ?

— Deze toestand is voordeelig, omdat zij zich die fondsen kunnen anschaffen tegen merkelyk lageren prijs dan pari en niettemin 3 t. h. interest trekken op gansch het nominaal kapitaal.

3. — In welken toestand bevinden zich de houders van Belgische fondsen, die thans hunne titels verkoopen ?

— Op zeer weinig uitzonderingen na, verkeeren zij in denzelfden toestand als al wie speculeert op openbare fondsen.

Hebben zij Belgische fondsen aangekocht tegen een hooger prijs dan den tegenwoordigen marktprijs, dan lijden zij, die thans verkoopende, een verlies dat gelijkstaat met het verschil der koersen.

Waarom verkoopen zij ?

— Om hun kapitaal te beleggen in Staatsfondsen of in andere openbare fondsen die hun hooger kroos geven. Talrijke feiten bewijzen het.

't Is hier niet te doen om de stevigheid van België's krediet, maar wel om den wensch een hooger kroos te bekomen dan de Belgische Staat betaalt.

't Is voldoende dat die begeerte oprijst bij talrijke bezitters van Belgische fondsen, opdat het verkoopen van groote hoeveelheden titels den koers zou doen zakken.

Waarschijnlijk is dat eene van de bijzonderste oorzaken der huidige daling.

Hier kan opgemerkt worden dat voor ieder bezitter, die met verlies verkoopt, een koper te vinden is, die bij lagen prijs koopt. Voor den eenen is het een minder goede zaak, voor den anderen is het wel een goede. Voor de bezitters der titels weegt dus het eene tegen het andere op.

Dat er verder nieuwe omstandigheden opdagen; dat de Staats- of andere openbare fondsen, aangekocht om wille van een hooger interest dien zij afwerpen, eenige daling ondergaan of enkel met die daling schijnen bedreigd te zijn, dan gebeurt aldra het omgekeerde van daareven: de waarden met hoogen interest laat men schieten, de Belgische fondsen 3 t. h. worden ten overvloede gevraagd en gaan welhaast weer aan het stijgen.

Dat is de natuurlijke en onvermijdelijke gang van de wet van aanbod en aanvraag. Daarom dient men niet ongerust te zijn, zoolang 's Lands krediet niet geschokt is, noch het vooral aan de Regeering te verwijten.

Dat zegde dan ook onlangs de achtbare heer Liebaert, Minister van Financiën, in antwoord op eene vraag van den achtbaren heer Magnette in den Senaat:

« Zijn onze Staatsfondsen ietwat gedaald ten gevolge van den toestand der geldmarkt, ons krediet is niettemin — dat zal niemand betwisten — zoo vast gebleven als ooit, en men mag zeggen dat, niettegenstaande de daling, het beter is voor den grooten hoop van het volk, zijne spaarpenningen in veiligheid te stellen door het aankopen van renteboekjes dan bittere teleurstellingen te gemoet te loopen door hun zuur gewonnen geld in gewaagde ondernemingen te steken ».

Een lid der Middenafdeeling vindt die beschouwingen te rooskleurig en maakt zijne voorbehoudingen.

*
* *

Na die beschouwingen van algemeenen aard, heeft de Middenafdeeling kennis genomen van de processen-verbaal der Afdeelingen en is zij overgegaan tot het onderzoek van de uitgetrokken kredieten.

ARTIKEL 1 VAN HET WETSONTWERP.

Ministerie van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen.

ART. 4 DER TABEL.

A. — De wensch werd geuit:

1° Dat onder de verbeteringswerken der statiën zouden begrepen worden die der statie van Eekloo, Maldegem (de Maatschappij van den Spoorweg van

Eekloo naar Brugge, schijnt te moeten tusschenkomen in de werken, te Maldegem uit te voeren), van Thienen (waar de ondergrondse gang moet gemaakt worden);

2^o Dat de overweg op de Jemappes-baan, te Bergen, worde afgeschaft.

Eene uitlegging is gevraagd geworden aan den heer Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen over het verbindingsspoor te Leuven, vermeld onder de uit te voeren werken. Ziehier het ontvangen antwoord :

« Ten einde de oosterlijn te ontlasten, is het bestuur voornemens, op de baan van Aarschot-Diest-Hasselt-Tongeren-Liers een gedeelte van het vervoer over te brengen, komende uit Antwerpen of uit de rangeerstatieën van Moescroen, van Meirelbeke en van Muysen dat thans geschiedt over de oosterlijn van Leuven op Aarschot en verder.

« Die maatregel vergt het aanleggen van een verbindingsspoor der lijn van Muysen-Leuven met die van Leuven-Aarschot.

« Dit spoor zal voortaan beletten dat de treinen uit Muysen, uit Moescroen en uit Meirelbeke de statie van Leuven nog mochten binnenrijden om dan op dezelfde lijn terug te gaan naar Aarschot. »

C. — Sommige leden hebben aangedrongen op het aanleggen van nieuwe lijnen van Hanzinnes op Lanefte en van Doitsche op Beauraing.

Naar aanleiding van die lijn, herinneren wij hier dat zij in het verslag der Middenafdeeling voor 1906 de volgende gedachtenwisseling uitlokte :

« VRAAG.

» Wat zijn de inzichten der Regeering betreffende den spoorweg van Doische op Beauraing ?

» ANTWOORD.

» Het aanleggen van die lijn blijft bepaald besloten, doch de buitengewoon » snelle uitbreiding van het verkeer verplichtte het bestuur zich eerst bezig » te houden met vroeger vastgestelde werken die onmiddellijk meer spoed » vereischen. »

D. — Men vraagt het leggen van volgende dubbelsporen :

Oudenaarde-Leupegem ;

Biesme-Chimay ;

Herenthals-Turnhout.

Naar aanleiding van de lijn Antwerpen-Lier-Turnhout-Weelde-Merxplas heeft men doen opmerken dat de Staat Weelde-Merxplas tot eene grensstatie gemaakt heeft, volkomen ingericht en ruim voorzien om de statieën van Antwerpen te ontlasten van het ophouden en rangeeren der goederenwagens en van het vormen der treinen voor België.

Daar het aanleggen van een tweede spoor van Contich (Kazerne) op Lier voorkomt op het programma der in 1908 uit te voeren werken, zal er nog enkel een tweede spoor noodig zijn van Herenthals op Turnhout en van Turnhout op Weelde-Merxplas, opdat de statie Weelde-Merxplas de diensten

kunne bewijzen die men verwacht van hare nieuwe en veel kostende inrichtingen. In de Middenafdeeling heeft men sterk aangedrongen opdat bedoeld werk zonder verwijl worde uitgevoerd.

ART. 5 DER TABEL.

Twee vragen werden tot den Minister gericht. Wij schrijven ze hier over met de ontvangen antwoorden.

Vragen.

- a) Werd al het materieel, dat in 1907 besteld werd, in België gemaakt?
 - b) Zijn in het uitgetrokken krediet van 59,147,000 frank wederom kredieten begrepen, die in 1907 werden gevraagd en niet benuttigd zijn?
- Werden er reeds bestellingen van materieel gedaan op het krediet voor 1908 aangevraagd?

Antwoorden.

a) Al het in 1907 besteld materieel werd in België gemaakt, uitgenomen 200 open wagens.

b) Dat krediet begrijpt geen enkel krediet, dat voor 1907 reeds werd aangevraagd en niet zou gebezigd zijn geworden.

Het voor 1908 uitgetrokken krediet, art. 5, § A voor aankoop van rollend materieel (namelijk, 38,147,000 frank), is reeds besteed geworden ten bedrage van 38,142,758 frank.

ART. 6 DER TABEL.

Men vraagt dat het postkantoor te Tilff vergroot worde.

ART. 7 DER TABEL.

Men vraagt de verbinding der telefoonnetten van Leuven en Landen.

Er werd nogmaals aangedrongen op het nut dat het éénmaken van het telefoonnet en het verminderen van den abonnementsprijs zou opleveren. Deze vraag is verre van nieuw te zijn en reeds in 1906 antwoordde de Regeering erop als volgt, naar aanleiding van het onderzoek door de Middenafdeeling van het ontwerp der buitengewone begrooting.

« I. — De éénmaking van het telefoonnet, 't is te zeggen het afschaffen » van de thans geheven taxe door de steden onderling voor gesprekken tus- » schen plaatselijke groepen, zou de lasten der exploitatie op overdreven » wijze verzwaren, doordien het noodig zou wezen de draden tusschen de voor- » naamste centra's en de mindere, alsmede het materieel en het personeel » der verschillende hoofdkantoren in ruime mate te vermeerderen. Deze ver- » zwaring van lasten zou moeten gepaard gaan met eene verhooging van den » abonnementsprijs in al de telefoongroepen, ten nadeele van het meerendeel » der abonnees : deze, die over 't algemeen zelden telephoneeren buiten » hunne plaatselijke groep, zouden het grootste deel dragen van de kosten, te » doen om de lasten van het kleinste getal te verminderen.

» De éénmaking zou eigenlijk een gansch ander gevolg hebben dan dat » welk moet worden beoogd, namelijk het gebruik van de telefoon te doen » doordringen in de talrijkste klassen der bevolking; de maatregel zou dus » in de eerste plaats alles behalve democratisch zijn.

» Daarenboven zou zij het plaatselijk gebruik van de telegraaf merkelijk verminderen. »

« II. — Alvorens de tarieven voor de telefoon te wijzigen, moeten de » groote netten veranderd zijn, en dat is sedert jaren ondernomen. Het » grootste gedeelte van het programma is verwezenlijkt, en 't is te voorzien » dat de hervorming in 1907 volkomen verwezenlijkt zal zijn. »

Daar de Middenafdeeling den noodigen tijd niet heeft om den huidige Minister van Spoorwegen doelmatige vragen daarover te stellen, drukt zij den wensch uit dat die punten door den heer Minister aandachtig en welwillend zouden onderzocht worden.

ART. 8 DER TABEL.

Een krediet van 500,000 frank wordt gevraagd om te voorzien in de verplichtingen, ten laste van den Belgischen Staat gelegd door de Overeenkomst op 8 October 1907 gesloten tusschen België en Nederland met het oog op het verbeteren van de verlichting en van de bebakening der Schelde.

Bedoelde overeenkomst is het voorwerp van een wetsontwerp dat thans bij de Kamer aanhangig is.

Streng naar de grondbeginselen gesproken, zou het aangevraagde krediet moeten afgescheiden worden van de buitengewone begrooting, daar het wetsontwerp tot goedkeuring van de Overeenkomst, te 's Gravenhage onteekend, tot hiertoe nog geen wet is geworden.

De Regeering schijnt die meening te hebben gedeeld, vermits zij in de Toelichting van bedoeld wetsontwerp, op 3 Maart 1908 ter Kamer ingediend, het volgende verklaarde :

« Zoo de Kamers hare goedkeuring hechten aan die overeenkomst, zal een krediet van dit bedrag moeten uitgetrokken worden op de buitengewone begrooting voor 1908 ».

En de Commissie, belast met het onderzoek van het wetsontwerp, heeft nagenoeg dezelfde bewoordingen overgenomen.

In verscheidene afdeelingen werd de afscheiding van dat krediet behandeld.

Er dient echter te worden opgemerkt :

1° Dat het wetsontwerp tot goedkeuring van de Overeenkomst van 8 October 1907 nog kan gestemd worden, zoo de Kamer het wil, vóór de buitengewone begrooting in behandeling komt ;

2° Dat, werd het niet gestemd, het op de buitengewone begrooting uitgetrokken krediet dan niet zou kunnen benuttigd worden ;

3° Dat de goedkeuring van de Overeenkomst van 8 October 1907 waarschijnlijk evenmin verzet zal uitlokken in de Kamer als dit het geval was in de Commissie die twee leden der minderheid telde en toch eenparig het wetsontwerp goedkeurde.

Derhalve stelt de Middenafdeeling aan de Kamer voor, het krediet te stem-

men. Zij hoopt dat de Regeering de Kamer zal willen verzoeken het onderzoek te bespoedigen van het wetsontwerp tot goedkeuring van de Overeenkomst gesloten tusschen België en Nederland.

ART. 9 DER TABEL.

Er werden uitleggingen gevraagd over het uittrekken op de buitengewone begrooting van een krediet voor het bouwen van een turbineboot, terwijl een krediet voor die boot zou uitgetrokken zijn geworden bij het hoofdstuk : Uitzonderlijke uitgaven, op de gewone begrooting van het Ministerie van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen voor het dienstjaar 1907.

Het krediet, uitgetrokken op de gewone begrooting van 1907, werd niet gebezigd, daar de bestelling van de nieuwe boot niet kon gedaan worden in de wenschelijke voorwaarden uit hoofde van den prijs der materialen en van den toestand der nijverheidsmarkt. Anderzijds werd erkend dat, om gemakkelijker te voorzien in al de behoeften van den dienst, het aantal onzer booten dient verhoogd te worden. Daarom komt het krediet voor op de buitengewone begrooting. Het is overigens zeker dat de boot meer zal kosten dan het bedrag van het aangevraagde krediet. Het verschil in de kosten zal waarschijnlijk uitgetrokken worden op de buitengewone begrooting voor 1909.

De nieuwe turbineboot zal naar 't model der *Princesse-Elisabeth* gemaakt worden. Die boot spande de kroon voor het snelvaren, tot het van stapel lopen van de *Mauritania* en de *Lusitania*. De Regeering hoopt dat de nieuwe boot aan de Belgische vloot den eersten rang zal terugschenken, dien zij tot in den laatsten tijd bekleedde.

Merken wij hier op, ter aanvulling van hetgeen betreft de kredieten bestemd voor de Belgische postbooten dat de gewone begrooting van spoorwegen voor 1908, onder het hoofdstuk der uitzonderlijke uitgaven, opnieuw een krediet voorziet van 250,000 frank voor nieuwe ketels en schouwen op de postboot *Princesse-Clementine* der lijn Oostende-Dover, ter vervanging van de schouwen en ketels waarvan de aankoopprijs reeds voorkwam op de begrooting van 1907.

Een lid vindt bezwaren in het krediet dat uitgetrokken is bij artikel 9 der buitengewone begrooting. Hij meent dat dit krediet zou moeten gevoegd worden bij de uitzonderlijke uitgaven der begrooting voor de spoorwegen, — zooals dit in 1907 het geval was — wijl het hier geldt, naar zijne meening, eene oude boot te vervangen door een turbineboot, zooals de Minister verleden jaar had verklaard.

* * *

Eene bemerking van algemeenen aard werd door een lid gemaakt in eene der Afdeelingen. Hij drukte den wensch uit dat het financieel beheer der Staatsspoorwegen derwijze veranderd worde, dat het op zich zelf kunne bestaan, dat het de leeningen aanga en uitdelge, benoodigd tot het dekken

van zijne buitengewone uitgaven en dat het geen kredieten meer te vragen hebbe van het Parlement.

Dat vraagstuk werd reeds menigmaal opgeworpen en behandeld; de oplossing ervan ware betrekkelijk gemakkelijk, indien men het verleden kon van kant schuiven en duidelijk onderscheiden welk gedeelte der Staatsschuld en der uitdelging ervan jaarlijks ten laste van de begrooting van spoorwegen zou moeten vallen.

In elk geval doet de Middenafdeeling opmerken, zonder zich aan te sluiten bij om 't even welk voorstel dienaangaande, dat de verplichting voor den spoorweg om in zijne eigene behoefte te voorzien, ten minste het voordeel zou opleveren dat reizigers en goederen tegen kostenden prijs zouden kunnen vervoerd worden. Zoo, in beginsel, de vervoertarieven niet gedeeltelijk onrechtstreeksche belastingen mogen zijn en de Staatskas niet in stand moeten houden, toch betaamt het evenzeer dat de Staatskas niet moet bijdragen om in de ontoereikendheid der vervoertarieven te voorzien.

Ministerie van Financiën.

ART. 10 DER TABEL.

Welke zijn de werken tot geschiktmaking der gronden, voortkomende van het slechten van vestingen, waartoe de Regeering denkt te doen overgaan? Zijn daaronder begrepen de werken die uit dien hoofde te Diest moeten uitgevoerd worden?

De Minister zal de gelegenheid hebben, zich daarover nader te verklaren in den loop der behandeling.

ART. 11 DER TABEL.

Over de juiste aanwending van het krediet, aangevraagd voor het aankopen van onroerende goederen bestemd tot vergrooting van het boschdomein en tot uitbreiding of regeling van de grenzen der Staatseigendommen, werden inlichtingen verlangd in eene Afdeeling, vooral met het oog op de domaniale duinen.

In 1906 werd soortgelijke vraag gesteld voor de dienstjaren 1903, 1904 en 1905.

Kan het onvoorzichtig zijn vooraf bekend te maken welke goederen de Staat van plan is aan te koopen ter vergrooting van zijn boschdomein, dan toch geldt dit niet voor de reeds gedane aankopen.

De Middenafdeeling drukt den wensch uit dat de buitengewone begrootingen voor de volgende jaren aan de Kamer inlichtingen verstrekken op dat punt.

Ministerie van Openbare Werken.

ART. 13 DER TABEL.

In de Afdeelingen werd gevraagd dat de onderhouds- en herstellingswerken der baan van Gent op Kortrijk onverwijld worden ondernomen en dat de Staat de bruggen van Argenteau en Visé overneme.

De omstandige opgave der werken, onder de zeer algemeene rubriek van artikel 13 der tabel begrepen voor een gezamenlijk bedrag van 12 millioen, gaf herhaaldelijk aanleiding tot vragen van wege de Afdeelingen der Kamer. In 1906 werd de vraag beantwoord wat aangaat de banen. In 1907 werd zij opnieuw tot de Regeering gericht, doch, daar de Kamer niet meer beschikte over den voldoende tijd, kon de Middenafdeeling de antwoorden niet afwachten om haar verslag in te dienen.

Ook dit jaar moet de Middenafdeeling zich, tot haar leedwezen, bepalen bij de eenparige uiting van den wensch dat voortaan aan het algemeen verlangen der Kamer voldoening zou gegeven worden.

Art. 14 der tabel.

Bij dit artikel is een krediet van 500,000 frank uitgetrokken voor den Kunstberg.

De Regeering rechtvaardigt deze aanvraag om krediet in de volgende bewoordingen, welke wij aan de *Voorafgaande Nota* ontleenen.

« Gevoegd bij het beschikbaar overschot van het krediet van 2,000,000 » frank, in 1906, en van dat van 2,000,000 frank, in 1907 toegestaan, zal » dit krediet toelaten, het aankopen van onroerende goederen te voltrek- » ken en de werken aan te vangen. »

Belangwekkend is het, met deze uitlegging in verband te brengen de dagorde, op 24 Maart laatstleden door de Kamer eenparig aangenomen naar aanleiding van de interpellatie, tot den heer Minister van Openbare Werken gericht over het gebruik van inlandsche steen bij het oprichten van het paleis van den Kunstberg. De tekst daarvan luidt :

« De Kamer, overwegende hoe moeilijk het ontwerp van den Kunstberg » zal uitgevoerd worden, hoeveel het kosten zal en hoe weinig goedkeuring het » verwerft, verzoekt den heer Minister te doen overgaan tot een nieuwe » studie, waarbij in ruime mate rekening wordt gehouden met de wenschen, » in de Kamer uitgedrukt aangaande het gebruik van Belgische materialen, » gaat over tot de dagorde. »

Uit deze door den heer Minister aangenomen dagorde schijnt duidelijk te blijken dat tot eene nieuwe studie van het ontwerp, voor de Kunstberg voorgesteld, is besloten.

Voorzeker verstaat men dat werkelijk gedane aankopen betaald en aangevangen onteigeningen voortgezet moeten worden.

In dat dubbel opzicht kunnen het overschot der in 1906 en 1907 verleende kredieten en het voor 1908 aangevraagde krediet noodig zijn.

Men verstaat minder dat er sprake kan van zijn, « de werken aan te vangen ».

Welke werken bedoelt men? Ongetwijfeld zal de achtbare Minister daarover mondelinge uitleggingen geven aan de Kamer.

Overigens, sedert de gedachtenwisseling in den Gemeenteraad te Brussel en de eenparige goedkeuring van de dagorde door de Kamer schijnt het dat vele personen, behorende zoo tot het Parlement als tot het verstandelijk

puik des lands, met voldoening zouden zien dat de gedachte zelve van een reusachtig monument, langs den Berg van 't Hof op te richten, opgegeven of gewijzigd zou worden.

De tentoonstelling van het model — een gelukkige inval van den heer Minister van Openbare Werken — toonde aan hoe men 't onderste boven zou keeren het drukste en bedrijvigste deel der hoofdstad, waar sedert eeuwen de Brusselaars elkaar ontmoeten en dat voor velen hunner schier een huiselijk karakter heeft gekregen.

Wordt het ontworpen paleis opgericht, dan zullen de huidige museums, door Karel van Lorrainen gebouwd, in de reusachtige nieuwe steenmassa bedolven liggen. De Berg van 't Hof met, aan den eenen kant, kronkelende toegangshellingen, langs waar men tot den Kunstberg moet opklimmen, zal al zijne vroolijkheid en levendigheid verliezen.

Het overgroot monument, aan den kant der Keizers- en Ruysbroeckstraten, zal er wanhopig streng en eentonig uitzien. De handel zal zich naar andere wijken verplaatsen en, in stede van levendig en opgewekt, dreigt het centrum van Brussel zoo plechtig koel en vervelend te worden als de toegangshellingen die van de Miniemenstraat tot het Paleis van Justitie leiden.

Eene der Afdeelingen weigerde het voor den Kunstberg aangevraagde krediet. In andere Afdeelingen drukte men den wensch uit, dat de Minister zijne inzichten zou doen kennen en de stad Brussel geruststellen.

't Is trouwens onmogelijk dat de tegenwoordige toestand voortduurt. De gedachte werd uitgedrukt dat, met het oog op de wereldtentoonstelling van 1910, de huizen rechts wanneer men den Berg van 't Hof opgaat, opnieuw zouden worden bestemd voor den vasten handel en een square zou worden aangelegd op de onbezette gronden tusschen den Berg van 't Hof en den Coudenberg, na spoedige wegruiming van puinen en materialen.

Op dat belangwekkend vraagstuk vestigt de Middenafdeeling de welwillende aandacht van den heer Minister van Openbare Werken.

Zij koestert het vertrouwen dat het hoofd van het Departement, die tevens een kunstminnaar is, er zich zal op toeleggen, de behoeften onzer Museums overeen te brengen met de zorg om aan Brussel de levendigheid te laten van dat middelpunt van handelsbedrijvigheid, welk de Berg van 't Hof is, en met den plicht om op zuinige wijze over 's lands middelen te beschikken wanneer het uitgaven van weelde geldt.

Een lid vraagt dat de stad Brussel over de uit te voeren ontwerpen zou worden geraadpleegd, wat — voegde hij er bij — de Regeering tot nog toe niet deed.

ART. 15 DER TABEL.

Het nieuw krediet, dat voor het Paleis te Brussel wordt aangevraagd, is niet het laatste : volgens de *Voorafgaande Nota* is het bestemd tot voltooiing der thans loopende werken en tot voortzetting van de werken tot volledige voltrekking.

Eenerzijds vroeg men het bedrag te kennen van de gezamenlijke uitgave, voorzien voor de voltooiing van het Paleis.

Andererzijds vroeg men of de onder dit artikel begrepen werken onderscheiden zijn van die, welke moeten uitgetrokken worden op het krediet van 45,500,000 frank, voorzien bij het verdrag tot overneming van den Congo.

Deze laatste werken begripen alleen de inrichting van het « Hôtel de Belle Vue », tot een bedrag van 1,000,000 frank. Later zal dat hotel aan 's Konings verblijf toegevoegd worden. Het is noch zal ooit het Paleis van den Koning zijn. Tusschen beiderlei werken is geene verwarring mogelijk.

ART. 19 DER TABEL.

Eene vraag, gericht tot den heer Minister van Openbare Werken, nemen wij op met dezès antwoord :

VRAAG.

Bevat het krediet werken tot bevaarmaking en rechtekking der Maas stroomafwaarts Luik ?

ANTWOORD.

Door middel van het aangevraagde krediet zal men de verbeteringswerken aan de Maas, stroomafwaarts Luik, kunnen beginnen.

ART. 20 DER TABEL.

Wat aangaat de vaart van het Centrum, in 1905 en in 1906 behandeld in de verslagen der Middenafdeeling over de Begrotingen van Financiën en Openbare Werken, schijnt het oogenblik der uitvoering voorgoed te zijn aangebroken. De Regeering is besloten de ophalers n^o 2, 3 en 4 te bouwen en, naar aanleiding van het krediet van 1,000.000 frank dat is aangevraagd voor de vaarten der kolenstreken, deelt zij mede dat men door middel van de door de Kamer verleende gelden een deel van de bouwkosten der gedeelten in metaal van deze ophalers zal kunnen dekken.

Kan de Regeering den datum bepalen, waarop de vaart van het Centrum in exploitatie zal worden gebracht ?

ART. 21 DER TABEL.

In eene Afdeeling vroeg men de minder beknopte opgave der ontworpen werken.

ART. 22 DER TABEL.

Men drukte den wensch uit dat men spoed zou maken met de verbeteringswerken aan de Schelde, tusschen Wetteren en Dendermonde, alsook met de bevestiging der dijken van den stroom beneden Dendermonde.

ART. 23 DER TABEL.

Men vraagt wanneer de verbeteringswerken aan de Leie zullen aangevangen worden. Anderdeels drong men aan, in twee Afdeelingen, opdat men zoohaast mogelijk zou beginnen met de brug over de Leie, te Machelen

ART. 24 DER TABEL.

Een lid vroeg dat de Rupel en de Beneden-Dijle worden verbeterd tot den samenloop met de Leuvense vaart. Deze twee rivieren leveren ernstige bezwaren op voor de scheepvaart.

Een lid drukte zijn leedwezen uit, dat geen enkel krediet is voorzien voor Brussel-Zeehaven.

Het is erkend dat het zeekanaal van Brussel niet kan worden voltooid zonder eene ruime tegemoetkoming van den Staat.

Onderhandelingen zijn aangeknoopt om tot eene oplossing te geraken. De Middenafdeeling drukt den wensch uit, dat de Regeering zich zoo vrijgevig mogelijk toone opdat men dat werk van algemeen nut eerlang zou kunnen voltooien.

ART. 25 DER TABEL.

De kwestie der vaart van de Leie naar de Ieperlee werd breedvoerig behandeld in het verslag van 1906 over de Begrooting van Financiën en Openbare Werken.

Uit het opnemen van een krediet van 50,000 frank blijkt, dat de Regeering besloten is een aanvang te maken met de uitvoering der werken tot voltooiing van dien waterweg en dat zij hoopt de aanzienlijke technische moeilijkheden, door den berg van Hollebeke opgeleverd, te overwinnen.

ART. 26 DER TABEL.

In eene der Afdeelingen drong men sterk aan opdat het bouwen der schutsluis te Schipdonk, op de afleidingsvaart der Leie, zonder verwijl worde aanbesteed en dat de Regeering met de stad Eekloo overeenkome over de uitvoering der bijkomende werken, welke het bouwen van die sluis en de verhooging van het sluisvak stroomafwaarts noodig zullen maken.

ART. 27 DER TABEL.

Leden dringen aan opdat er zooveel mogelijk spoed worde gemaakt met het leggen van een brug te Bellem over de vaart van Gent naar Oostende.

ART. 33 DER TABEL.

Men betreurde dat dit artikel niet omstandig genoeg is opgesteld.

ART. 34 DER TABEL.

Het krediet van 50,000 frank, waarop worden genomen de kosten voor het instudeeren der kwestien betreffende het aanleggen en de kans van wel te slagen eener visschershaven aan de Panne, wordt opnieuw aangevraagd, omdat het tegenwoordig krediet van hetzelfde bedrag den 31^{en} December 1908 zal vervallen.

Alles laat hopen dat de Bijzondere Commissie, met deze studie belast, op

het einde des jaars hare werkzaamheden zooniet afgedaan, ten minste zeer ver gebracht zal hebben.

ART. 55 DER TABEL.

Daar het aangevraagde krediet onteigeningen tot verbetering van den loop der Schelde stroomafwaarts Antwerpen behelst, vroeg men zich af of de werken, ten gevolge daarvan ontworpen, onaangeroerd laten de kwestien betreffende de verbetering der Schelde ter reede van en stroomafwaarts Antwerpen. Het instudeeren dezer kwestien werd, bij koninklijk besluit van 31 Mei 1907, opgedragen aan eene Bijzondere Commissie. Er dient te worden beslist of de Groote Doorsteek zal worden uitgevoerd ofwel eene andere wijze van verbetering der Zeeschelde zal worden verkozen.

De Middenafdeeling is overtuigd dat het antwoord op deze vraag bevestigend is en dat de uitvoering van den Grooten Doorsteek geheel voorbehouden is.

Mits deze opmerking werd het krediet in de Middenafdeeling met algemeene stemmen goedgekeurd.

ART. 58 DER TABEL.

Aangaande de baggerwerken, bij dat artikel voorzien, werd de volgende vraag gesteld.

Wij nemen ze over met het antwoord van den Minister :

VRAAG.

Waar moeten de baggerwerken uitgevoerd worden ?

Worden zij aanbesteed of rechtstreeks besteld ?

ANTWOORD.

De baggerwerken, bij artikel 58 van de tabel voorzien, zijn de werken die op bepaalde tijden moeten uitgevoerd worden aan de drempels der Schelde, telkens als de behoefte zich voordoet. Zij moeten eerstdaags uitgevoerd worden bij den drempel van Valkenisse.

Die werken worden openbaar aanbesteed.

*
* * *

In de Afdeelingen werden verschillende ontwerpen besproken, die nochtans met de artikelen van de buitengewone begroting niet in verband staan.

De aandacht der Regeering wordt gevestigd :

1^o op de vaart van Charleroi naar Vireux ;

2^o op de werken tot rechtmaking der Ourthe ;

5^o op het nut van eene vaart van Ronse naar de Schelde.

De Middenafdeeling vestigt de welwillende aandacht van den heer Minister van Openbare Werken op deze punten.

ARTIKEL 2 VAN HET WETSONTWERP.

Artikel 2 van het ontwerp opent aan het Ministerie van Openbare Werken een krediet van 45,500,000 frank om de uitvoering te verzekeren van de artikelen 3 en 4 der bijkomende akte van het verdrag tot overneming van den Onafhankelijken Congostaat door België. In afwijking van de gewone bepalingen, vermeld in § 2 van artikel 9 van het ontwerp, wordt geen termijn vastgesteld voor de afschrijvingen op dit krediet van 45,500,000 frank.

Over dit artikel werd beraadslaagd en gestemd in al de Afdeelingen.

Zekere leden merkten aan dat de inschrijving van dit krediet van 45,500,000 frank voorbarig is, aangezien de bijkomende akte en het verdrag zelf door België nog niet goedgekeurd zijn.

Op die aanmerkingen werd geantwoord dat de goedkeuring van artikel 2 slechts dan van kracht zou zijn wanneer België zijne goedkeuring zou gehecht hebben aan het verdrag tot overneming en aan de bijkomende akte. Het blijkt trouwens uit den tekst van het artikel dat het *krediet* bestemd is *tot de uitvoering van het verdrag*. Zoolang er geen verdrag bestaat, kan het krediet niet benuttigd worden, en bijgevolg vervalt het.

Bij de stemming verklaarden zich vier Afdeelingen voor de afscheiding van artikel 2. Twee verklaarden zich voor de handhaving van het artikel.

Uit de processen-verbaal van verschillende Afdeelingen bleek dat de afscheiding slechts gewenscht werd ingeval de Kolonie niet reeds overgenomen zou zijn, op het oogenblik dat over het ontwerp van buitengewone begrooting door de Kamer zou gestemd worden.

De Middenafdeeling, na op hare beurt de zaak onderzocht te hebben, is van gevoelen dat de gevraagde afscheiding weinig practisch nut oplevert.

Feitelijk is de aanneming van het krediet van 45,000,000 frank enkel voorwaardelijk, indien het ontwerp van begrooting aan de Kamer onderworpen wordt voordat de overneming haar beslag krijgt. De korte tijd, waarover de Kamer nog beschikt, is alleen oorzaak van de gevraagde afwijking van het beginsel krachtens welk de Kamers voor zending hebben stellige en geen voorwaardelijke stemmen uit te brengen.

Over een ander punt, betreffende artikel 2, werden gedachten gewisseld.

Artikel 4 van de bijkomende akte van het ontwerp van verdrag legt den Belgischen Staat de instelling op van een bijzonder fonds van 45,500,000 frank om de verplichtingen van de Kroonstichting na te komen betreffende de in België reeds aangevangen werken, en voor de ondernemingen waarvoor reeds een overeenkomst gesloten was.

In zijne uitleggingen over dit artikel, herinnerde de heer de Lantsheere, verslaggever van de Commissie der XVII over het ontwerp van verdrag en bijkomende akte, dat de Belgische Staat in de plaats zal treden van de Kroonstichting, niet alleen wat betreft de door haar aangenomen verplichtingen, maar ook wat betreft al hare rechten.

Hij voegt erbij dat de Regeering deze rechten zal kunnen doen gelden,

indien zij het goedvindt, en dat de Kamers altijd het recht zullen hebben de daden der Regeering goed- of af te keuren, op dit punt evenals op elk ander.

Hij herinnert, ten slotte, dat het uitdrukkelijk werd vastgesteld dat de aanneming van het bijzonder fonds van 45,500,000 frank niet mag worden ingeroepen ten bate van de volledige uitvoering der werken, noch gelden mag als eene erkenning van de noodzakelijkheid of van het nut daarvan.

De Regeering, antwoordende op eene vraag gesteld door de heeren Hymans en Vandervelde in de Commissie der XVII, heeft van haren kant verklaard dat voor de werken, bij overeenkomst besloten, de vernietiging der overeenkomst mits vergoeding een recht blijft en dat men later zal onderzoeken of tot die vernietiging moet worden overgegaan.

— Zal de inschrijving van een krediet van 45,500,000 frank bij artikel 2 van de buitengewone begrooting niet voor gevolg hebben dat de Kamers, ondanks haar recht van goed- of afkeuring, aan de Regeering de zorg zullen overlaten te beslissen, of en in welke mate er gebruik zal worden gemaakt van het recht van vernietiging dat de Belgische Staat na goedkeuring van het verdrag van overneming en van de bijkomende akte hebben zal ?

— Zouden de Kamers niet in staat moeten zijn de ontwerpen der Regeering goed- of af te keuren, op het oogenblik dat zij het raadzaam zal achten sommen te nemen op het krediet van 45,500,000 frank ?

— Zou de afkeuring, *nadat* de Regeering het krediet zou benuttigd hebben, feitelijk niet van weinig kracht zijn ?

Deze vraagpunten werden in de Afdeelingen besproken.

De Middenafdeeling sluit zich aan bij bedoeld verslag van de Commissie der XVII, alsmede bij de verklaring der Regeering en keurt artikel 2 van het wetsontwerp goed.

Een lid blijft echter voorstander van het voorstel tot afscheiding, wat betreft artikel 2, welk voorstel door de meerderheid der Afdeelingen werd aangenomen. Gezien de stemming door de Middenafdeeling, verklaart hij zich tegen artikel 2 en betwist hij het nut van de meeste werken begrepen in het krediet van 45,500,000 frank.

De Middenafdeeling sloot zich niet aan bij het verzet, in eene der Afdeelingen opgerezen tegen de slotbepaling van artikel 2. Deze bepaling toont duidelijk aan dat de Regeering, in hare uitleggingen over de verplichtingen van de Kroonstichting reeds op dit oogenblik, van meening is dat België het recht zal hebben, de uitvoering zijner verplichtingen in te deelen over meer dan drie dienstjaren. De Middenafdeeling deelt deze meening, met eenparigheid van leden buiten één.

ARTIKEL 3 VAN HET WETSONTWERP.

In eene der Afdeelingen werd de wensch uitgedrukt dat zou afgezien worden van de verbinding der Noordstatie met de Zuidstatie te Brussel. De Middenafdeeling, zonder uitspraak te doen over dien wensch, hoopt dat de heer Minister van Spoorwegen bij de beraadslaging over de buitengewone begrooting zijn inzicht aan de Kamer zal laten kennen.

Is hij van meening den omvang te verminderen van dit werk, dat ons duur te staan kan komen en tevens een belangrijk gedeelte van Brussel overhoop zal zetten en de gewoonten storen die al de Belgen sedert het bestaan der spoorwegen aangenomen hebben? Ofwel acht hij zich voorgoed verbonden door de uitgebrachte stemmingen tot de tenuitvoerlegging van het ontwerp in zijn geheel?

Een lid dat persoonlijk gekant is tegen de Middenstatie en de verbinding der Noord- met de Zuidstatie, naar zijne meening nutteloos geworden sedert de veranderingen aan de Noorderstatie toegebracht, is van gevoelen dat de Regeering onmiddellijk moet beslissen wat zij vanzins is te doen met de huizen, reeds zoo talrijk onteigend in de wijk der Putterij. De vele miljoenen, die reeds uitgegeven werden, mogen niet langer onvruchtbaar blijven.

De meerderheid der leden van de Middenafdeeling zou met genoegen zien dat de Regeering de verbinding van Noord met Zuid en ook de Middenstatie opgaf.

ARTIKEL 4 VAN HET WETSONTWERP. — A.

Er werd gevraagd hoeveel de voltooiing zal kosten van de gebouwen voor de nieuwe militaire school.

ARTIKEL 4 VAN HET WETSONTWERP. — B.

In eene der Afdeelingen heeft een lid verzet aangeteekend tegen de vraag om een krediet van 130,000 frank, bestemd tot voorschotten aan het waarborgfonds ingesteld bij artikel 20 der wet van 24 December 1903 op de vergoeding wegens arbeidsongevallen.

Hier dient herinnerd te worden dat de Regeering, daaromtrent onderzocht, antwoordde dat men nog niet genoeg weet in hoever de niet verzekerde nijverheidsbazen onvermogen zijn om te betalen en men dus nog niet voorgoed kan vaststellen de premie die van hen vereischt moet worden tot dekking hunner risico's.

ARTIKEL 6 VAN HET WETSONTWERP.

Dit artikel werd bij staking van stemmen verworpen in eene Afdeeling en gaf aanleiding tot verzet van wege een lid in eene andere Afdeeling.

De Middenafdeeling acht het raadzaam, naar aanleiding van dit artikel, aan de Kamer de beschouwingen te herinneren, die de heer Segers, verslaggever over de buitengewone begroting van 1907, deed gelden tot staving van de machtiging aangevraagd door den heer Minister van Spoorwegen.

Wij halen het voornaamste gedeelte aan :

« 1. *Het beginsel.* — Het verzoek, door de Regeering gedaan aan de Kamer om het trek- en vervoermaterieel te mogen bestellen in den loop van het jaar vóór dit der levering, is volkomen gerechtvaardigd. Iedereen weet thans wel dat bestellingen bij ernstige fabrikanten inkomen tijdens het jaar dat

aan het nijverheids-werkseizoen voorafgaat. Door enkel koopen te sluiten hetzelfde jaar waarin het materieel moet worden vervaardigd en afgeleverd, zou de Staat gevaar lopen, te moeten toegeven aan de overdreven eischen der reeds overlaste fabrikanten, of — wat jammer zou zijn en ongetwijfeld gegronde klachten zou verwekken — zich te moeten wenden tot den vreemde, ja zelfs geen toegang te krijgen bij menigen nijverheidsman.

» Derhalve is het, in den huidige toestand der nijverheid, noodig den Staat te machtigen, zijn voorzorgen te nemen door het benodigde ten gepasten tijde te bestellen.

» 2. *De toepassing.* — In de Afdeelingen echter werd beweerd dat de regelen van Staats rekenplichtig beheer verbieden een koop te sluiten zonder dat de Wetgevende Kamers vooraf het noodige krediet toestaan om hem te betalen.

» De vraag is eigenlijk of de Regeering het krediet moet vergen op het oogenblik dat zij het werk doet uitvoeren, dan wel wanneer zij het betaalt.

» De Kamer kan voorwaar het krediet vooraf toestaan. Doch de Regeering verlangt niet zich een krediet te doen toekennen, zoo zij het niet onmiddellijk kan gebruiken. Zij verkiest het eerst dan op Begrooting uit te trekken wanneer zij het werkelijk kan aanwenden. Om dezelfde reden waarom zij machtiging kan vragen tot het sluiten van koopen, handelt zij wijselijk wanneer zij terzelfder tijd onmiddellijk een krediet aanvraagt dat feitelijk tot het volgend jaar ongebruikt zou blijven en niet zou worden uitbetaald, zoo zij om die machtiging vraagt tot voorafbestelling, ofschoon zij slechts vraagt om het krediet tot betaling uit te trekken op de Begrooting voor het jaar waarin het werkelijk zal worden uitgegeven.

» De Middenafdeeling hechtte haar zegel aan dit verstandig beheer der Regeering.

» Deze laatste zorgt er overigens zelve voor om eene tweevoudige beperking voor te stellen aan de door haar gevraagde machtiging. Slechts « ingeval van nood » zal zij vooraf overeenkomsten sluiten. De waarde der koopen mag een normaal bedrag niet overschrijden, het bedrag aangeduid door het krediet dat daarvoor is uitgetrokken op de Begrooting van dit jaar. »

Verschillende leden van de Middenafdeeling verzoeken de Regeering zoo juist mogelijk de bestellingen van materieel te bepalen, die zij vanzins is te doen gedurende het loopende dienstjaar en voor dewelke een krediet in 1909 zal aangevraagd worden.

Een lid drukt den wensch uit dat de Minister van Spoorwegen in staat gesteld worde te beschikken over een reservefonds dat, naar zijne meening, 10 miljoen zou kunnen bedragen en hem zou veroorloven, ten behoeve van de nijverheid in tijden van werkloosheid, bestellingen te doen, wat tevens voor den Staat een voordeelige zaak zou kunnen zijn.

* * *

De Buitengewone Begrooting werd door de Middenafdeeling aangenomen met algemeene stemmen, min ééne onthouding.

De Verslaggever,
VERHAEGEN.

De Voorzitter,
COOREMAN.